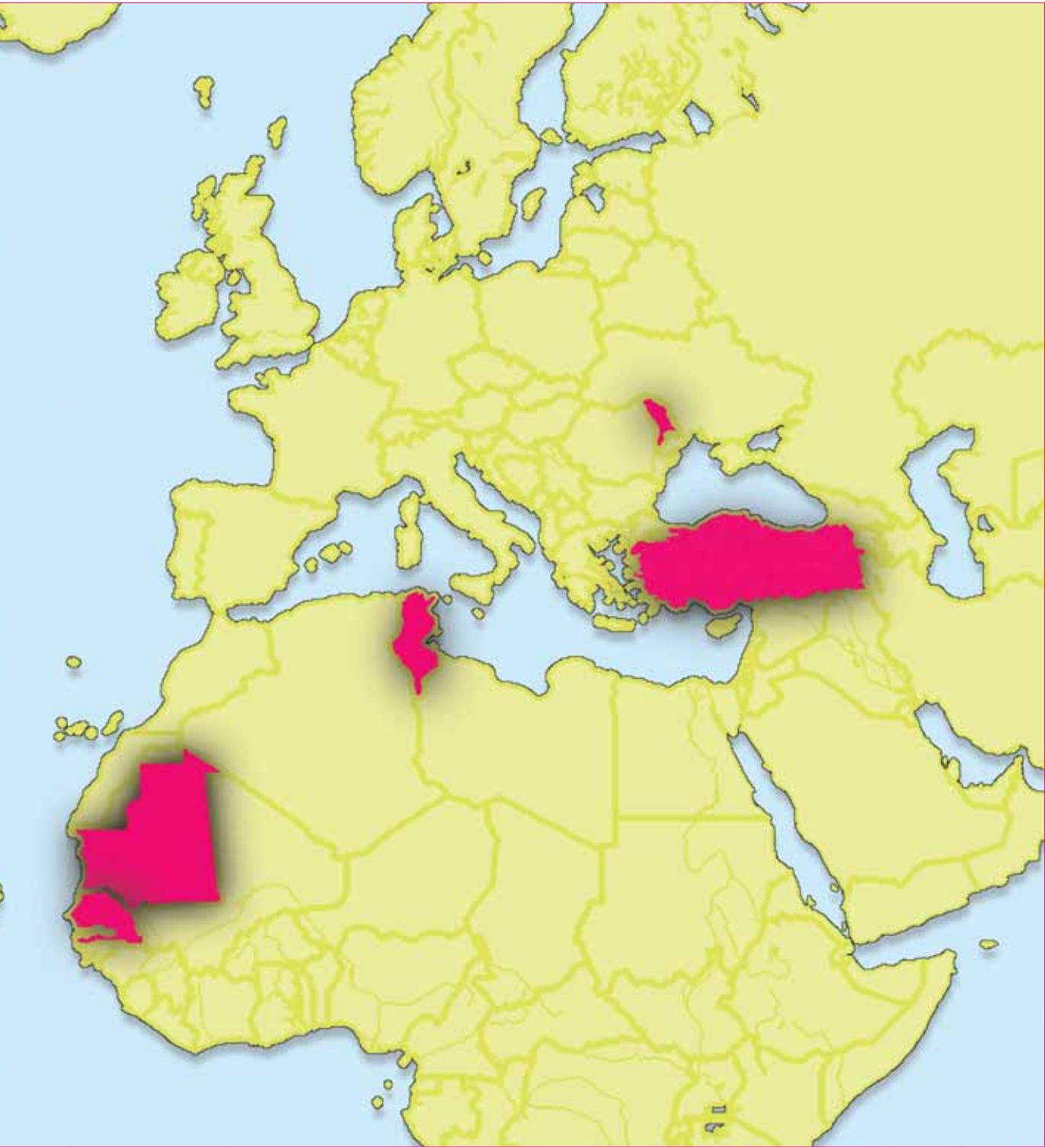




À L'OMBRE DE LA CITADELLE

L'INFLUENCE DU RÉGIME MIGRATOIRE
EUROPÉEN SUR LES « PAYS TIERS »



04	AVANT-PROPOS
06	RÉSUMÉ
12	REVENDEICATIONS
14	TURQUIE: PAYS D'ESPOIR OU TERMINUS POUR LES RÉFUGIÉS?
19	RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE: FUITE DE LA MAISON DES PAUVRES
24	TUNISIE : MÉDITERRANÉE, FRONTIÈRE DE LA PROSPÉRITÉ
30	MAURITANIE: PREMIÈRE FRONTIÈRE EXTÉRIEURE DE L'EUROPE
36	SÉNÉGAL: IMMOBILITÉ AU LIEU DE DÉVELOPPEMENT

Avant-propos

CHERS LECTEURS,

Les valeurs humanistes que revendique l'Europe commune sont rapidement réduites à l'état de maculature en présence des réfugiés et des migrants se trouvant aux frontières extérieures européennes. Bien que les droits de l'homme en Europe soient à la fois inaliénables et universels, ils sont systématiquement violés et souvent refusés, notamment aux personnes en quête de protection aux frontières de ces pays qui appartiennent à l'Union européenne ou qui sont étroitement liés à elle.

Ce n'est pas seulement depuis la mort tragique de 360 personnes au large de la côte de Lampedusa le 3 octobre 2013 que la frontière extérieure de l'Europe donne l'effet d'une barrière de séparation cruelle : depuis 1988, plus de 19 000 personnes ont péri aux frontières extérieures de l'Europe, dont 14 500 dans l'Atlantique, la mer Méditerranée et dans les eaux côtières de l'île française de Mayotte dans l'océan Indien. En outre, sur leur chemin vers l'Europe, d'innombrables personnes meurent de soif dans les déserts en amont, se noient dans les fleuves ou sont victimes de réseaux criminels et corrompus.

Les gouvernements de l'espace de droit européen refusent l'admission des personnes en quête de protection et renvoient ces malheureux dans leurs pays. Les réfugiés sont criminalisés et incarcérés, l'accès au marché du travail et aux soins de santé leur est refusé. Même les personnes voulant seulement passer un bref séjour en Europe sont souvent indésirables. Une application rigide de la politique en matière de visas rend surtout difficile l'arrivée dans nos pays de personnes issues de régions appauvries du monde. Tout ceci est un reflet dramatique de la politique européenne de migration et d'asile.

Cependant, le contrôle à l'échelle européenne des mouvements de fuite et migratoires ne commence pas seulement aux frontières extérieures de l'Europe, mais s'étend bien au-delà. Alors que d'un côté, l'Union européenne s'efforce de réguler et de commander la politique d'immigration et d'émigration dans les pays riverains, d'un autre côté, elle a défini une zone extraterritoriale d'isolation et de limitation de la fuite et de la migration au-delà de ses frontières.

Les études réalisées à titre d'exemple, et documentées dans ces pages, au Sénégal, en Mauritanie, en Tunisie, en Turquie et en République de Moldavie montrent ce qui se passe à l'ombre de la citadelle européenne. Elles illustrent précisément de la manière dont les prescriptions et les interventions extraterritoriales de la « prévention » des migrations ont jusqu'à ce jour fermé des espaces ouverts de transit et de séjour, dont les espaces destinés aux réfugiés et aux migrants se transforment en des endroits similaires à des prisons et dont les sociétés concernées perdent leur cohésion sociale et leurs potentiels de développement durable.

La migration est une partie intégrante du développement humain. La mobilité et la liberté de circulation sont des acquis universels qu'il importe de protéger à l'ère de la mondialisation. Dans la première moitié du XIXe siècle, près de 500 000 personnes ont quitté l'Allemagne pour l'Amérique, le « Nouveau Monde ». Bon nombre d'entre eux étaient en quête d'une meilleure vie sans pauvreté ni privations, mais ont également fui leur pays en raison du manque de liberté religieuse et politique ou suite à la révolution de 1848 avortée en Allemagne. Nous ne devons pas oublier cette expérience historique lorsque nous considérons aujourd'hui ces personnes vulnérables ayant fui à travers de la mer pour se rendre chez nous. La quête d'une vie en sécurité se fait le plus souvent suite à une expérience de violence, de refus de libre arbitre ou des privations.

L'Europe doit commencer à tenir réellement et effectivement ses engagements en termes de droits de l'homme dans le cadre de sa politique de migration et d'asile. Les frontières extérieures européennes ne doivent plus être synonymes de mort et la répression ciblée dans les pays appelés « tiers » doit cesser.

Un premier pas pour assurer un standard de droit humanitaire serait la négociation équitable de conditions et de possibilités migratoires réellement justes. Pour ce faire, il ne suffit pas d'instaurer une autre politique, il faut également être entouré d'une société civile encline à rendre la frontière européenne plus perméable. Cela s'impose au nom de la solidarité, ce qui est également valable pour nous organisations de défense des droits de l'homme et organisations humanitaires qui, à travers de nos activités, nous engageons en faveur d'une participation équitable des marginalisés.

Les réfugiés et les migrants devant nos portes sont souvent les victimes d'injustices et de situations de violence. En même temps, ils sont également les protagonistes d'une revendication universelle de participation. Ils rêvent d'être chez eux dans le monde entier. Suivons-les, accompagnons-les, apprenons d'eux.



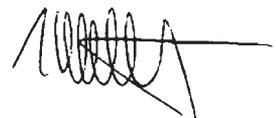
Brot für die Welt

Pasteure Cornelia Füllkrug-Weitzel
Présidente



medico international

Thomas Gebauer
Directeur



Fondation PRO ASYL

Günter Burkhardt
Directeur

Les contributions qui suivent sont le fruit d'un engagement de longue date des organisations éditrices dans les pays analysés. Les études n'auraient pas pu être réalisées sans les organisations partenaires locales et les réseaux de solidarité transnationaux qui se sont engagés sur place en faveur des droits des migrants et des réfugiés et qui les accompagnent dans de nombreux domaines en leur offrant aide pratique et soutien. Nous tenons à les remercier tout particulièrement pour leur engagement.

Les textes sont extraits de rapports sensiblement plus détaillés et complets sur l'impact de la politique répulsive européenne. Notre approche sur l'impact de la politique européenne est forcément eurocentriste. Nous sommes cependant conscients qu'une perspective du Sud ne se concentre pas exclusivement sur l'Europe.

Résumé

AU COURS DES QUATORZE DERNIÈRES ANNÉES, L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES ONT DÉPLOYÉ DES EFFORTS CONSIDÉRABLES POUR RENFORCER LA FORTIFICATION DES FRONTIÈRES EXTÉRIEURES DE L'UNION. CETTE FORTIFICATION N'INCLUT PAS SEULEMENT L'AMÉLIORATION DE L'ÉQUIPEMENT TECHNIQUE ET LA SÉCURISATION DES ZONES FRONTALIÈRES PAR FRONTEX ET EUROSUR, MAIS ÉGALEMENT UNE EXTERNALISATION DES MESURES DE SÉCURISATION AUX PAYS RIVERAINS, PAYS DE TRANSIT ET PAYS D'ORIGINE. CETTE INTÉGRATION DE PAYS TIERS DANS LA GESTION EUROPÉENNE DES MIGRATIONS EUROPÉENNE A CONDUIT À CE QUE LES RELATIONS AVEC CES PAYS AIENT ÉTÉ COMPLÉTÉES D'UN ÉLÉMENT IMPORTANT. DANS CERTAINS CAS, LE THÈME DE LA LUTTE CONTRE LA MIGRATION A MÊME DOMINÉ, DU MOINS TEMPORAIREMENT, LES RELATIONS.

La participation de pays tiers dans l'externalisation de la gestion européenne des migrations n'est pas gratuite. Elle a été négociée en échange de concessions dans une série d'autres domaines, par exemple, dans la coopération au développement, le déni de violations des droits de l'homme, la reconnaissance internationale d'un pouvoir autoritaire et par le financement largement couvert par l'Union européenne ou certains États de mesures de sécurité. Enfin, les mesures d'externalisation de la gestion européenne des migrations vers les pays riverains et de transit ont entraîné des changements sociaux qui ont un impact négatif sur la situation des migrants et des réfugiés, mais aussi sur les sociétés de ces pays. Les résultats suivants de nos études mettent en évidence ces effets de la politique des frontières et des migrations sur les pays tiers.

POLITIQUE DE VISA

Avec Schengen a commencé une systématisation d'envergure du contrôle des frontières extérieures européennes. L'homogénéisation croissante des pratiques de contrôles, de la délivrance des visas et des conditions d'entrée, combinée avec une tendance à l'augmentation des exigences et des contrôles, entraîne, dans l'ensemble, une immobilisation des personnes qui ne sont pas aussi fortunées, qualifiées ni adaptées aux profils idéaux des statistiques établies par l'Europe et qui, par conséquent, ne sont pas destinées à en « faire partie ». La « liste noire » de l'Union pour les États soumis à l'obligation de visas comprend avant tout l'Afrique et l'Asie. Désormais, ce blocage de la migration et de la fuite n'est plus seulement appliqué en Europe et à ses frontières, mais bien au-delà, en Afrique et en Europe de l'Est. L'Europe tente également d'octroyer sa liste noire aux pays de transit. Seule la Turquie se sent assez forte pour adopter une propre politique de visas à l'encontre des intérêts européens. La politique européenne des frontières et des visas, avec les obstacles majeurs concernant l'entrée dans un pays, empêche toute mobilité transnationale et freine ainsi le dynamisme social, politique et également économique ainsi que l'élan innovateur dans les pays d'origine et de transit tout comme au sein de l'UE. Les réfugiés et les personnes en quête de protection n'ont quasiment plus aucune chance d'atteindre le territoire européen, même si elles prenaient des risques élevés. Dans bon nombre de cas, ce sont justement les personnes les plus faibles parmi celles en quête de protection qui sont littéralement « abandonnées sur le chemin » parce qu'elles n'ont ni la force, ni l'argent pour parvenir aux frontières européennes.

ÉTATS VASSAUX

Dans les documents et les conventions qui contiennent les résultats de toute une série de conférences entre l'Union européenne et ses pays voisins, il est question de « discours d'égal à égal » et de « responsabilité partagée ». En effet, les concessions dans la « lutte » commune contre la migration ne peuvent être prescrites, elles doivent être négociées. Des expressions toutes faites comme « discours d'égal à égal » ne servent de facto qu'à masquer les rapports de force inégaux existants. Dans ces négociations, les États faibles comme la Moldavie, dont les gouvernements sont mus par le désir de se rapprocher le plus possible de l'Union européenne, ou la Tunisie, largement dépendante de l'Europe au plan économique, sont réduits à des États vassaux auxquels ne sont octroyés que de vagues possibilités en échange de leurs pre-

1986 Schengen: L'abolition des contrôles aux frontières intérieures marque le début du renforcement de la coopération européenne aux frontières extérieures.

1999 Tampere : Le Conseil de l'Union Européenne adopte un plan quinquennal sur l'asile les contrôles aux frontières et l'intégration.

2002 Sevilla: Le Conseil de l'Union Européenne décide la conditionnalité de l'aide au développement par rapport à la coopération dans la lutte contre la migration irrégulière.

2004 Dans le Programme de la Haye le Conseil décide d'un espace de la sécurité, de la liberté et de la justice basé sur une dimension externe d'une politique commune de la migration et de l'asile

2004 Fondation de l'agence européenne Frontex

Décembre **2005** Rencontre du Conseil de l'Union Européenne à Hampton Court: l'intégration renforcée des pays tiers dans la lutte contre la migration irrégulière et le premier « Approche Globale sur les Migrations » sont décidés.

2006 Sommet Euro-Africain à Rabat, Plan d'Action de Rabat. Intégration des pays africains dans la lutte européenne contre la migration.

2006 Plan África: L'Espagne décide de renforcer l'engagement politique en Afrique pour la lutte contre la migration irrégulière.

stations de lutte contre la migration. Dans la plupart des pays riverains, d'origine et de transit, pour acheter leur participation, l'Union européenne et certains États membres investissent de l'argent avant tout dans le renforcement des services de renseignement de ces gouvernements pour la plupart autocratiques.

CONDITIONNALISATION DE L'AIDE

Le levier central de la gestion européenne des migrations avec l'intégration des pays de transit et d'origine est de profiter de la dépendance des pays tiers de la coopération au développement. Dans cet enjeu, la coopération au développement est liée à la bonne conduite en matière de politique de migration des « partenaires de coopération ». Non seulement les clauses de réadmission font partie intégrante de bon nombre de conventions avec des pays tiers, mais ce qui est surtout inquiétant, c'est dans quelle mesure la collaboration est exigée pour la surveillance des frontières et la lutte contre la migration indésirable comme condition préalable à la coopération au développement. La politique et la coopération au développement sont ainsi privées de leur propre légitimation et employées comme monnaie d'échange de la politique de migration et de sécurité. En outre, le fait que la gestion des migrations soit directement payée à partir des fonds de développement est douteux. Cette pratique réduit les prestations mises à la disposition des pays par exemple pour lutter contre la pauvreté et suscite des doutes quant aux échelles de valeurs et à l'orientation de la coopération au développement.

BLOCAGE DE LA MIGRATION

Le système de surveillance rigide exporté par l'UE bloque les migrants et les réfugiés dans les pays de transit où il est quasiment impossible pour eux de gagner leur vie et où ils sombrent dans le désespoir et la maladie. Nombreux sont les migrants et les réfugiés qui sont privés de leurs dernières réserves et qui vivent une vie misérable à l'étranger. Les migrants qui ont réussi à arriver en Europe ne peuvent pas revenir en raison de l'effet de loquet qui les empêcherait alors pour toujours d'entrer une nouvelle fois en UE. Par conséquent, et dans une mesure extrême en Moldavie, des familles sont déchirées et d'innombrables enfants et jeunes sombrent dans la détresse tandis que leurs parents travaillent pour assurer leur survie. Les droits liés à la libre circulation sont remplacés par le contrôle biométrique. Les intérêts des migrants, leurs besoins et le désir d'une vie meilleure ne sont pas respectés mais déjà rejetés bien au-delà de l'Union européenne.

DROITS DE L'HOMME SANS PRIORITÉ

Le respect des droits de l'homme fait partie des priorités de l'Union européenne. Cependant, dans les négociations avec les pays tiers, les droits de l'homme sont des promesses creuses lorsqu'elles sont intégrées par chance aux conventions. Ainsi, dans la collaboration avec des régimes autoritaires, voire dictatoriaux comme en Tunisie ou en Mauritanie, on pratique la politique de l'autruche en ce qui concerne les droits de l'homme pour pouvoir appliquer des mesures de lutte contre la migration. Les dictatures sont acceptées et financées par l'Europe pour assurer la protection des frontières. Dans le cas

de violations des droits de l'homme contre les migrants ou les réfugiés, c'est au pays tiers d'en assumer la responsabilité.

Les organisations de la société civile qui s'engagent pour les droits de l'homme et la protection des réfugiés dans les pays en question ne bénéficient que peu et rarement du soutien de l'Union européenne. Si l'on considère les sommes versées par l'Europe pour des mesures de sécurité des pays riverains frontaliers, d'origine et de transit et si l'on compare ces sommes à l'aide octroyée aux organisations pour la protection contre la traite des êtres humains et pour les droits de l'homme ou des réfugiés, les priorités deviennent évidentes. En Mauritanie, le financement de projets de gestion des migrations de l'UE et de l'Espagne s'est élevé à 20 millions d'euros entre 2005 et 2010. De cette somme, seuls 160 000 euros ont été versés aux organisations de la société civile via le HCR pour la protection des réfugiés.

RÉFUGIÉS ET ASILE

Les réfugiés sont les premières victimes de la politique européenne de migration. Les mesures de défense contre la migration irrégulière ne font pas de distinction entre les migrants et les réfugiés. Comme d'autres migrants, les personnes vulnérables sont bloquées dans les États de transit où elles ne sont généralement pas ou insuffisamment protégées. De nombreux États de transit n'ont pas de réglementation relative aux demandeurs d'asile et aux réfugiés, le HCR n'est que faiblement représenté et ne dispose que de peu de moyens et de liberté d'action.

La conception de réfugiés de l'Union européenne s'appuie sur des « programmes de protection régionaux ». Les expériences avec les réfugiés de Libye ou de Syrie montrent que les réfugiés ne doivent pas quitter la région en crise, que les pays de la région et non l'Europe doivent prendre ces réfugiés en charge. Seuls quelques migrants bloqués suite à la guerre libyenne ont été accueillis par des États européens. La réinstallation (resettlement), c'est-à-dire, le déplacement des réfugiés dans des pays d'accueil sûrs, visée par le HCR, a surtout été généreusement accueillie par les États-Unis. Par contre, l'Europe soutient financièrement l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) dans la mise en œuvre de programmes de rapatriement dans les pays d'origine. Des conflits persistants entraînent un hébergement permanent et sans perspective dans les camps. L'engagement européen dans le cadre des programmes de réinstallation est trop faible pour trouver une issue pour plus d'une partie minime des réfugiés. L'Europe délaisse plus que jamais la protection des réfugiés.

PROMOTION DE L'EXCLUSION, DE LA STIGMATISATION DES COURANTS RACISTES

La dénonciation de la migration comme « illégale » ou « irrégulière » exportée par l'Europe est à la base des impacts sociaux, de la politique de migration européenne, même si la migration – comme en Turquie et dans la majeure partie de l'Afrique de l'Ouest – est parfaitement légale. Cette irrégularisation de la migration favorise une criminalisation des migrants et des réfugiés qui ouvre la voie à une propagande xénophobe et anti-migrants.

2008 le Pacte sur la migration et l'Asile établit un engagement renforcé de conclure des accords de réadmission.

2008 Premier Partenariat pour la Mobilité avec la République du Cabo Verde et avec la Moldavie.

2011 La Commission Européenne publie le deuxième « Approche Globale »: La politique migratoire est liée avec la politique étrangère et politique de développement.

2002 Le système de surveillance espagnole, SIVE, est initié au détroit de Gibraltar et successivement élargie aux côtes sud de l'Espagne.

Octobre **2005** „Ceuta & Melilla“: Des migrants africains essayent de franchir les barrières des exclaves. Des nombreuses personnes sont tués, des centaines sont expulsées vers le désert ou vers leurs pays d'origine.

2006 „Crise des Canaries“: Plus que 30.000 migrants arrivent en bateaux aux îles des Canaries. Des innombrables personnes meurent en essayant de traverser ou à travers des actions de refoulement.

2006 Frontex Opération Hera I + II : îles des Canaries

Dans l'ensemble du Maghreb, le fait que l'Europe recoure à des gouvernements autocrates a entraîné un renforcement des stéréotypes à l'égard des migrants « noirs » en provenance de l'Afrique subsaharienne. Les migrants en Mauritanie sont systématiquement accusés d'activités criminelles : l'accusation de migration irrégulière entraîne la marginalisation des immigrants et des habitants « noirs » de Mauritanie qui doivent subir des abus. Cet état de fait nourrit les tensions au sein de la population mauritanienne à structure instable et conduit à une émigration des migrants qui, dès lors, ne sont plus disponibles comme main d'œuvre.

COMPTER, CONTRÔLER, BLOQUER

La métaphore clé pour décrire la relation avec les migrants et les réfugiés est le « flux ». Les migrants sont considérés comme une masse amorphe qui s'étale en se rapprochant. Les instruments européens de gestion de la migration sont d'ailleurs également comparés aux mesures contre les inondations. L'investissement dans le développement d'instruments de mesure et de systèmes d'alerte précoces, la construction de barrages aux frontières et de bassins de rétention dans les États de transit est considérable. L'approche n'est pas seulement technico-matérielle. La formation ciblée des autorités dans les États d'origine et de transit, l'introduction de lois et de plans d'action pertinents, la création d'une terminologie comme les « flux migratoires irréguliers » contribuent également à créer des fondations idéologiques et une figure de légitimation pour les « éclusiers » aux frontières extérieures de l'Union européenne.

La concentration sur le contrôle et le blocage empêche de voir dans les migrants autre chose que des automates cupides réagissant mécaniquement à des impulsions d'incitation et d'attraction. Cet unilatéralisme empêche de prendre en compte les dynamismes de la migration et des réseaux migratoires. La fermeture des frontières évite une circulation qui profiterait aux migrants et à leurs familles, mais également aux pays d'origine et de transit.

Notamment pour l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et le Centre international pour le développement de politiques migratoires (CIDPM), mesurer et compter sont des activités essentielles dans le domaine de la migration. Les profils migratoires réalisés par l'OIM déplorent systématiquement les chiffres manquants et l'absence de leur pertinence. Le CIDPM est chargé de la visualisation des mouvements migratoires dans l'i-map qui constitue à son tour la base pour d'autres projets. Le CIDPM et l'OIM encadrent et canalisent la mise en œuvre des intérêts européens dans la politique de migration des États de transit : derrière presque chaque bureaucrate moldave se cache un conseiller européen. Les conseils, coordinations, regroupements, élaborations ainsi que les lois et règlements adoptés se font pour le compte de l'UE. Les intérêts des pays tiers ne peuvent ainsi quasiment pas s'épanouir.

REJETS MALPROPRES

Les accords de réadmission négociés engendrent des renvois et des rejets de migrants et de réfugiés souvent sans tenir compte de leur besoin de protection et de ce qu'il adviendra de ces réfugiés dans les pays riverains. Frontex coordonne les opérations de « push-back » dans le cadre desquelles les réfugiés et les migrants sont refoulés indistinctement vers les côtes des pays tiers. L'interdiction de tels « push-backs » par la Cour européenne des droits de l'homme n'est pas seulement ignorée au large des côtes turques. Au Sénégal et en Tunisie, des réfugiés ont été incarcérés suite à leur rejet. Souvent, ils sont expulsés de ces pays et, dans le pire des cas, rapatriés dans les pays d'origine et persécuteurs. L'intérêt de l'Union européenne et de ses États membres d'examiner le destin et le traitement des expulsés dans les États de transit est faible. Le respect des droits de l'homme n'est plus ici l'affaire de l'Union européenne. Les avertissements du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies relatifs à l'ajout de clauses de protection des droits de l'homme à l'accord de réadmission et de ne pas conclure ces conventions tant qu'un traitement respectueux des droits de l'homme des réfugiés et des migrants dans les États de transit ne peut être garanti, semblent bien impuissants.

PARTENARIATS D'IMMOBILITÉ : L'INTÉRÊT PERSONNEL AVANT TOUT

Dans les partenariats de mobilité désormais conclus entre l'UE et plusieurs États, les droits de l'homme et des réfugiés ne jouent également qu'un rôle subordonné.

Le caractère non engageant des partenariats est significatif. La protection des frontières et le contrôle des migrations sont exigés comme une condition préalable aux allègements de l'immigration au sein de l'UE. Ces derniers sont néanmoins tributaires de la volonté de certains États membres qui peuvent ouvrir des voies de migration selon leurs intérêts particuliers. Jusqu'à ce jour, dans les pays tiers, cette situation a surtout donné vie à de petits et mini-projets d'encouragement du retour. Les offres d'immigration, même temporaires, sont inexistantes, exceptées quelques rares offres fondées sur la demande dans le cadre du travail saisonnier et des personnes hautement qualifiées. Cette fuite des cerveaux – comme le voit d'ailleurs aussi la Commission européenne – a un impact largement négatif sur les pays d'origine qui assurent la formation onéreuse du personnel qualifié pour le marché européen qui leur manquera par la suite. Le modèle de partenariat de mobilité s'avère une enveloppe pour les projets visant avant tout l'immobilisation des migrants.

2006 Début de l'Opération « Seahorse » pour surveiller la côte atlantique de l'Afrique de l'Ouest, renforcement de la coopération espagnole avec des États d'Afrique de l'Ouest.

2010 Première Opération « Rabbit » par Frontex en Grèce (Rapid Border Intervention Team)

2013 Le système de la surveillance aux frontières européennes « Eurosur » est officiellement lancé.

Revendications

■ La politique de migration européenne ne doit plus accepter que, chaque année, des milliers de personnes meurent aux frontières extérieures. La protection des réfugiés et le respect de la dignité humaine des personnes en quête de protection et des migrants doit être placée au premier plan. Au lieu de continuer à amplifier la lutte contre les réfugiés et les migrants, les zones de protection et des droits des migrants doivent être élargies. L'Europe n'a plus le droit de reporter sa responsabilité pour les réfugiés et les migrants sur d'autres pays.

■ Seule l'existence d'issues de secours légales permet de mettre un terme à ce que de nombreux réfugiés et des migrants trouvent le mort. L'Europe doit ouvrir des voies sûres pour les migrants et les réfugiés. Avec la réduction croissante des possibilités d'immigration, les alternatives pour les réfugiés et les personnes vulnérables viennent à manquer. La protection des réfugiés ne doit pas être externalisée aux zones de transit. L'Union Européenne et ses États membres doivent obligatoirement assumer leur responsabilité pour les personnes en quête de protection.

■ Il est urgent que l'Europe dispose d'un système de sauvetage opérationnel en mer. Toutes les possibilités doivent être prises en compte pour sauver des vies humaines. Les personnes en quête de protection sauvées doivent être amenées à un port européen où une procédure d'asile équitable puisse être mise en œuvre. Frontex et Eurosur ont pour mission d'empêcher l'« entrée illégale » et non le sauvetage en mer ni la possibilité pour les demandeurs d'asile d'obtenir une ouverture de procédure. Le sauvetage en mer par des bateaux de pêcheurs et d'autres particuliers navigateurs doit cesser d'être criminalisé.

■ La pratique des refoulements (push backs), contraire au droit international et les expulsions illégales de réfugiés et de personnes en quête de protection, doit cesser immédiatement. Elle enfreint les droits fondamentaux de l'homme et des réfugiés.

■ Les États de l'Europe requièrent une législation sur l'immigration digne tournée vers l'avenir. Cette législation doit également inclure la possibilité de consolidation du séjour ainsi que de regroupement familial.

■ Le droit à la libre circulation doit être renforcé et non restreint. La « prévention » de la migration fait place à un sentiment de menace, l'exclusion et au racisme dans et en dehors de l'Europe. A travers des remises, les migrants soutiennent la population et le budget d'État dans leurs pays d'origine. Par ailleurs, ils contribuent dans des proportions significatives à nos systèmes de sécurité sociale et à l'augmentation de notre prospérité. Toutefois, les migrants ne doivent pas être considérés prioritairement sous l'angle de la rentabilité économique, mais comme des citoyens avec des droits, des intérêts, des souhaits et des besoins.

■ Avec l'actuel développement d'instruments comme les partenariats de mobilité ou la directive établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié, la politique de migration européenne n'est pas axée suffisamment sur le bien-être et les besoins des migrants. Il faudrait y ajouter des contenus et des offres aux programmes qui tiennent compte des intérêts des migrants. Une révision fondamentale de ces instruments politiques est indispensable. Les réfugiés et les migrants doivent participer à l'élaboration des politiques de migration.

■ La politique d'asile de l'UE doit être changée radicalement. L'actuelle réglementation de Dublin reporte la responsabilité pour les réfugiés sur les États périphériques de l'UE qui n'assument pas leur responsabilité. Le sauvetage en mer refusé, les opérations de refoulement (« push backs »), l'incarcération de demandeurs d'asile, des procédures d'asile déloyales et la détresse oppressante des réfugiés dans de nombreux États de l'UE montrent que le système existant a échoué et s'avère une violation des droits de l'homme. L'Europe a besoin d'une part d'un régime d'admission solidaire qui place au centre de ses intérêts les besoins des personnes en quête de protection et d'autre part d'une politique de migration qui respecte les droits des migrants et tienne compte des responsabilités et des réalités dans les pays d'origine et de transit ainsi que de l'UE.

■ Par la transposition de la prévention européenne de la migration vers des régions ayant généralement une économie faible et par la quasi-absence du contrôle démocratique des organes de répression et de poursuite, le risque de maltraitance et de traitement arbitraire de personnes en quête de protection et de migrants aux frontières et dans le pays de transit est encore plus élevé. Par sa propre politique des frontières, l'Europe n'a pas le droit d'alimenter davantage les violations des droits de l'homme relevées dans ces pays. Les organisations de la société civile qui s'engagent pour les droits de l'homme et des migrants dans les pays de transit et d'origine doivent bénéficier de soutien. Leur rôle de surveillance critique de l'impact de la politique de migration européenne doit être renforcé.

■ Les font de la coopération internationale ne doivent pas être utilisées abusivement comme une compensation pour les services d'une gestion externalisée des frontières et ne doit pas être conditionnée pour imposer la disponibilité de coopération lors du contrôle des migrations. Au contraire, il est nécessaire, de soutenir les aspects de la migration favorisant le développement d'une part, et, d'autre part, de combattre les causes d'une migration forcée ainsi que de concevoir la politique économique, financière et commerciale de façon à ce qu'elle protège les fondements écologiques et économiques de la vie et cesse d'accepter la destruction des bases d'existence des populations. Les effets de distorsion des échanges et les subventions agricoles et à la pêche de l'Union Européenne doivent être réduits. En même temps, les obstacles d'accès au marché européen pour les pays du Sud doivent être éliminés et les dettes injustes rayées.

■ Tous les États de l'UE, y compris l'Allemagne, doivent ratifier la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, convention qui définit les droits de tous les travailleurs migrants, saisonniers et occasionnels et des membres de leur famille, et contribuer ainsi à la protection active de leurs droits.

■ Une Europe qui assume sa responsabilité en termes de démocratie et d'humanité, doit également pouvoir être jugée sur la manière dont elle traite des réfugiés et des migrants. Tous les migrants et les réfugiés sont des citoyens du monde. Ils doivent donc bénéficier des mêmes droits inaliénables dont il est question dans la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. » – partout, également au sein de l'Union européenne et aux frontières extérieures de l'Europe.

TURQUIE:

Pays d'espoir ou terminus pour les réfugiés?

LORSQUE LA POLITIQUE DE MIGRATION DEVIENT L'INSTRUMENT D'INTERDÉPENDANCES. ALORS QUE L'UNION EUROPÉENNE INSISTE SUR LE CONTRÔLE DE LA TRANSMIGRATION VERS L'EUROPE, LA TURQUIE PROFITE D'UNE POLITIQUE DE VISAS OUVERTE POUR SES PROPRES PLANS HÉGÉMONIQUES RÉGIONAUX.



Les voies de fuite et migratoires d'entrée en UE ont constamment été déplacées en fonction des contrôles frontaliers effectués le long de la frontière extérieure européenne. Alors que les voies par le Maroc, la Libye et l'Ukraine avaient été en partie entièrement bloquées ces dernières années, le secteur frontalier entre la Turquie et la Grèce est devenu le principal accès vers l'Europe. C'est la raison pour laquelle, depuis 2006, les frontières extérieures grecques de l'Union européenne sont devenues l'un des principaux champs opératoires de Frontex, l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne. En 2008 et 2009, la côte égéenne est devenue le principal lieu d'accostage des boat-people qui avaient tenté de parvenir aux îles grecques par la Turquie. Frontex apporte son soutien aux autorités et aux forces de sécurité grecques dans la lutte contre l'immigration non désirée.

Les mesures contre les migrants et les réfugiés souhaitant atteindre les îles et les côtes grecques sont mises en œuvre avec acharnement. Des actions de défense excessives ont coûté la vie à de nombreux migrants et réfugiés. Les bateaux transportant les réfugiés sont forcés de faire demi-tour vers la côte turque. Souvent l'eau et l'essence sont confisquées ou alors, les bateaux pneumatiques sont percés et l'équipage a peu de chances ainsi de regagner la côte turque. Ces opérations sont appelées push backs. Elles enfreignent non seulement les droits des réfugiés, mais également les droits des migrants et entraînent régulièrement la mort d'individus. Cependant, depuis la deuxième moitié de l'année 2010, les autorités turques ont intensifié les contrôles le long de l'Égée et les voies de fuite se sont déplacées vers la frontière nord-ouest du pays entre la Turquie et la Grèce : la région d'Evros. Là, la frontière de 206 kilomètres est naturellement dessinée par le fleuve Evros. La frontière ne dévie du fleuve que sur 12,5 kilomètres et peut donc être franchie à pied. En 2010, à la demande de la Grèce, Frontex a mis sur pied l'équipe RABIT, une sorte de force d'intervention rapide de garde-frontières le long de l'Evros. La Grèce a creusé une tranchée à la frontière de la Turquie et fortifié la frontière avec des clôtures et des dispositifs de surveillance électronique.

ques. Aujourd'hui, la route principale des réfugiés et des migrants se situe à nouveau sur les côtes de l'Égée sans que le nombre de franchissements de frontière soit pour autant comparable à celui des années précédentes. La Turquie contrôle ses frontières avec l'Union européenne et par conséquent, le nombre de réfugiés et de migrants qui les franchissent est plus réduit. Comment la Turquie a-t-elle pu être convaincue de participer à ce projet ? Quelles sont les conséquences de la fermeture des frontières européennes pour les réfugiés de Syrie et d'autres États ? Le contrôle des migrations est-il un gage du gouvernement turc pour forcer l'Europe à faire des concessions dans d'autres questions, par exemple, l'adhésion à l'UE ?

PARTICIPATION AU BOOM ÉCONOMIQUE

La Turquie, comme bon nombre d'États en phase de transition vers la modernisation et l'expansion économique, est à la fois un pays d'émigration, d'immigration et de transit. Au sein de l'Union européenne, la Turquie est avant tout considérée comme un pays d'émigration. Une perception qui est en rapport avec l'immigration des travailleurs temporaires (« Gastarbeiter ») et avec les flux de réfugiés de la Turquie dans les années 1980 et 1990. À l'heure actuelle, près de 2,5 millions de personnes ayant la nationalité turque vivent au sein de l'Union européenne, principalement en Allemagne. Cependant, la Turquie a toujours aussi été un pays d'immigration. Alors que l'émigration de la Turquie a atteint un niveau historiquement bas après-guerre – très peu de flux de réfugiés et essentiellement de la migration de main-d'œuvre hautement qualifiée –, le pays accueille, outre des migrants de l'emploi, de nombreux réfugiés et de personnes déplacées de l'Iran, l'Afghanistan et de Syrie.

L'immigration en Turquie remonte à l'ère de l'Empire ottoman. Au XXe siècle, les flux d'entrée sur le territoire turc provenaient essentiellement des Balkans. Entre 1923 et 1997, plus de 1,6 million de personnes ont émigré en Turquie et y ont résidé de manière durable. Depuis la fin des années 1970, de grands groupes de réfugiés de l'Iran sont parvenus en Turquie. Aujourd'hui, le nombre de ce groupe s'élève à 100 000 individus. En 1992, près de 20 000 réfugiés bosniaques et d'autres réfugiés des Balkans ont trouvé refuge en Turquie, suivis par 18

000 personnes en quête de protection originaires du Kosovo en 1999. Entre 2000 et 2010, le nombre de personnes entrant en Turquie a triplé. Aujourd'hui, chaque année, plus de 30 millions de personnes entrent légalement sur le territoire turc. En 2013, la Turquie comptait près de 1,3 million de ressortissants étrangers enregistrés. En outre, le nombre d'immigrants non documentés est estimé à environ 500 000 jusqu'à un million de personnes. Le nombre est ainsi comparable à celui des États de l'Union européenne.

TRANSIT POUR LES PERSONNES EN QUÊTE DE PROTECTION

Depuis longtemps, la Turquie est aussi un pays de transit pour les migrants et les réfugiés en route pour l'Europe. Ces quinze dernières années, près de 800 000 migrants non documentés auraient été appréhendés en Turquie, près de 55 000 rien qu'en 2010. Nombreux d'entre eux sont entrés légalement en Turquie. Ce potentiel préoccupe l'Union européenne. Néanmoins, de nouveaux rapports montrent également qu'un grand nombre de groupes de réfugiés et de migrants qui souhaitaient à l'origine poursuivre leur périple vers l'UE, ont modifié leur projet en raison de la crise économique au sein de l'UE et que les migrants et les réfugiés qui sont parvenus en Europe via la Turquie et qui se retrouvaient bloqués en Grèce, confrontés au chômage, à l'absence de logement, à la famine et à la violence raciste, sont même retournés à Istanbul, où ils ont trouvé de meilleures conditions de vie. L'économie turque en plein essor absorbe un grand nombre de migrants qui vivent dans un premier temps dans des conditions précaires, mais une partie peut au moins parvenir à une certaine ascension sociale.

PUISSANCE RÉGIONALE ET INTÉRÊT À JOINDRE L'UE

La migration a toujours été un thème important dans les relations entre la Turquie et l'Union européenne. Très tôt, des négociations ont eu lieu sur la liberté de circulation pour les travailleurs turcs. Après qu'une demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne eut échoué dans les années 1980, la Turquie a depuis près de 15 ans le statut de pays candidat. Entre-temps, douze autres États qui étaient devenus des pays candidats après la Turquie, sont membres de l'UE. Les citoyens de



↑ „MANAGEMENT DE LA CRISE DE RÉFUGIÉS“ À L'ENTRÉE DE L'EUROPE :
CAMP DE RÉFUGIÉS DANS LE DISTRICT YAYLADAGI DANS LA RÉGION DE HATAY

tous les autres pays candidats bénéficient désormais d'un droit d'accès sans visas en Europe. Il n'en va pas de même pour les citoyens turcs, ce qui est considéré comme injuste, voire comme une insulte en Turquie. Toujours, de nouveaux chapitres de négociations s'ouvrent, mais le processus d'adhésion est laborieux. Au sein de l'UE, les gens sont sceptiques quant à un nouvel État membre tel que la Turquie. L'hésitation européenne a fortement atténué l'intérêt de la population turque pour une adhésion. Néanmoins, dans de nombreux domaines, le gouvernement turc a adapté sa réglementation aux standards européens. Cependant, plusieurs questions en suspens dans le domaine de gestion de la migration freinent une progression des relations entre l'UE et la Turquie.

Un accord de réadmission gréco-turc a bien été signé en 2001, mais la mise en œuvre s'avère difficile et la Grèce peut seulement assurer le transfert d'une infime partie des réfugiés et des migrants retenus en Turquie. C'est également la raison pour laquelle l'UE insiste pour qu'un accord UE de réad-

mission soit conclu avec la Turquie. Les négociations sont en cours depuis 2003. En 2013, un accord a été conclu qui inclut la réadmission des migrants de transit, mais ce dernier n'a pas encore été ratifié par la Turquie. La Turquie exige, en contrepartie, l'introduction par l'Union européenne d'un régime de dispense de visas sans équivoque pour les citoyens turcs. L'été 2012, la Commissaire européenne aux Affaires intérieures, Madame Cecilia Malmström, a cédé et promis des simplifications des procédures de visa. Cette annonce représente désormais une incitation importante à approuver l'accord de réadmission. Les organisations des droits de l'homme critiquent vivement le texte de l'accord : non seulement cet accord placerait la Turquie devant une responsabilité pour tous les migrants irréguliers, mais le contrat ne mentionnerait pas du tout la protection des réfugiés.

Le fait que la Turquie ait signé la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, mais non le protocole additionnel qui étend la responsabilité en matière de protection des réfugiés sur tous les

réfugiés de tous les États, a été vivement critiqué par l'UE. Actuellement, seuls les réfugiés d'Europe bénéficient d'un accès au droit d'asile en Turquie. À tous les autres réfugiés, la Turquie ne propose qu'une protection temporaire et précaire. De plus, il est très difficile de faire une demande de protection des réfugiés en Turquie. À cela s'ajoute le regroupement des réfugiés dans des villes satellite où les attendent des camps de réfugiés bondés, des temps d'attente longs et des conditions défavorables pour la recherche de travail et de logement. Cette réalité constitue de bonnes raisons pour les réfugiés de ne pas s'installer en Turquie, mais de continuer à essayer de regagner l'Union européenne.

La politique de visas de la Turquie est le troisième point critique principal de l'Union européenne concernant la politique de migration turque. Bon nombre d'États inscrits sur la « liste noire » de l'UE des États soumis à l'obligation de visa n'ont pas besoin de visas pour entrer sur le territoire turc ou peuvent recevoir sans problème un visa à la frontière. La Turquie ayant progressivement cédé à la pression de l'UE et introduit l'obligation de visas pour une série d'États, elle a retourné sa veste dès 2005 en supprimant l'obligation de visas pour certains États dont la Syrie, la Jordanie, le Liban, la Russie et la Serbie. Cette suppression peut être interprétée comme un indice de l'intérêt du gouvernement turc d'améliorer ses relations avec les pays voisins et de renforcer le rôle de puissance régionale de la Turquie. La Turquie, semble-t-il, ne souhaite pas d'adhésion à tout prix à l'Union européenne.

GESTION EUROPÉENNE DES FRONTIÈRES

L'eurosepticisme croissant en Turquie ne signifie pas que le gouvernement turc n'ait pas déployé des efforts soutenus dans différents domaines servant les intérêts européens. Les efforts du pays se voient notamment aussi dans la politique de migration qui a voté une loi étonnamment libérale sur la migration. À côté de cela, les efforts turcs se concentrent sur la surveillance des frontières et la lutte contre les migrants et réfugiés irréguliers. Dans ce domaine, la Turquie a créé de nombreuses structures administratives au cours des dernières années, développé la gestion des frontières et entrepris des mesures de transfert des contrôles frontaliers militaires en structures de contrôle civils. Toutefois, différentes

autorités et forces de sécurité sont encore impliquées dans les contrôles frontaliers. Il en résulte un chaos de compétences qui rend notamment difficile l'accès à la protection pour les migrants et les réfugiés.

La Turquie a bénéficié de prestations européennes substantielles dans ce processus de transformation. Pour soutenir les adaptations des politiques de migration et d'asile turcs aux exigences européennes, huit « projets de Twinning » (programmes de jumelage) ont été réalisés rien qu'entre 2003 et 2004. L'objectif était de renforcer les institutions dans la lutte contre la traite, la politique et les pratiques concernant les visas, l'asile, les contrôles frontaliers, les poursuites pénales et les questions de migration. Depuis 2010, au moins deux projets Twinning ont été mis en œuvre dans le domaine de l'asile et de la migration, l'un en faveur du « soutien des capacités de la Turquie en matière de lutte contre la migration irrégulière par la mise en place de centres de rétention ». Plusieurs prisons ont été construites ou agrandies à la fois aux frontières occidentales turques et à la frontière orientale. Le deuxième projet prévoit la mise en place d'un système d'hébergement de demandeurs d'asile et de réfugiés. Chaque projet Twinning est encadré par un ou plusieurs États membres. En plus du soutien matériel, les projets Twinning sont également utiles à l'échange entre les autorités et à la mise en œuvre de standards européens. L'UE et les États membres participants ont investi plusieurs centaines de millions d'euros à travers ces projets Twinning. Frontex coopère également dans différents domaines, par exemple analyses des risques et formations, avec les autorités de sécurité.

ZONE TAMPON DEVANT L'UE ?

Les caractéristiques géographiques des frontières turques – leur distance, les zones montagneuses et les frontières maritimes confuses –, les conditions de vie précaires favorisant la contrebande dans les régions frontalières, la rhétorique autoritaire axée sur la sécurité concernant les contrôles frontaliers, face à l'économie turque et aux relations internationales en plein essor de la Turquie axées sur une approche « portes ouvertes », entraînent un dilemme politique considérable.

LA TURQUIE

La Turquie s'est développée dans les décennies passées vers un pays majoritairement urbain et industriel avec une classe moyenne forte.

Population: En 2012 la Turquie avait 75.627.384 habitants.

Emigration: En 2010 le nombre d'émigrants s'élevait à 4,2 millions.

Immigration: selon des estimations du PNUD en 2013 quelques 1,8 millions.

Remises: En 2012 environ 940 million de dollars étaient transférés en Turquie dont 607 million de l'Allemagne.

PIB 2012: 817,298 milliards de dollar.

Index de Développement Humain IDH: En 2012 la Turquie se trouvait à la 90ème place du IDH.

Gouvernement: Le président de la Turquie est Abdullah Gül, le ministre-président est depuis 2003 Recep Tayyip Erdoğan du parti conservateur-islamiste pour la Justice et le Progrès (AKP)

D'une part, la Turquie ouvre ses frontières aux réfugiés syriens – une pratique qu'assurément aucun État membre de l'UE n'envisagerait. De plus, la Turquie a instauré une nouvelle loi sur la migration qui, en théorie, a un visage plus humain que toutes les lois sur la migration au sein de l'UE. D'autre part, les frontières de la Turquie sont contrôlées rigoureusement, les migrants irréguliers sont arrêtés et en partie également expulsés. En outre, des fonds de l'UE ont permis d'inaugurer sept nouveaux centres d'accueil et trois centres de rétention et d'améliorer la formation de la police y compris la gestion des frontières.

La voie de fuite et de migration via la mer Méditerranée orientale et traversant la Turquie a considérablement perdu de l'importance en 2012. À la place, les contrôles frontaliers sont devenus plus rigoureux en Grèce et la Turquie a également pris des mesures correspondantes. En même temps, l'entrée de voyageurs, de migrants et de réfugiés de Syrie et d'autres pays en Turquie a atteint des proportions jamais vues. Aujourd'hui, plusieurs centaines de milliers de réfugiés, notamment syriens, vivent en Turquie. Bien que l'économie offre des possibilités d'entrée sur le marché du travail pour un grand nombre de migrants et également de réfugiés, les

autorités autoritaires et les forces de sécurité sont souvent responsables d'actes de violation des droits et des besoins de protection des réfugiés.

Alors qu'une grande partie de la responsabilité incombe ainsi à la Turquie, les contributions de l'UE en vue d'une solution humaine pour les réfugiés syriens sont extrêmement limitées. Dans son approche axée sur la Turquie en termes de politique de migration, l'UE se concentre sur des projets d'incarcération et d'expulsion de migrants hors de la Turquie et sur une surveillance plus stricte des frontières turques. Des mesures visant la répartition des responsabilités par exemple pour la crise des réfugiés syriens, à savoir, la simplification de la réinstallation (resettlement) ou les améliorations des conditions pour les réfugiés en Turquie, font largement défaut. La politique de migration turco-européenne reporte la responsabilité pour la politique de migration et d'asile sur la Turquie.

La Turquie est loin d'être un vassal de l'Union européenne au plan de la politique migratoire, mais favorise quand même les intérêts de l'Europe. L'ambivalence d'intérêts d'un rapprochement de l'Union européenne et d'un renforcement de la Turquie comme puissance régionale entraîne une politique turque qui empêche la migration de transit, mais qui admet l'immigration et offre une protection des réfugiés sous réserve.

PRO ASYL soutient l'Assemblée des Citoyens d'Helsinki (Helsinki Citizens' Assembly, HCA) à Istanbul. HCA propose une consultation juridique gratuite et adopte des positions politiques sur des thèmes relatifs à la politique d'asile en Turquie. Une autre organisation partenaire est Mülteci-Der à Izmir. L'organisation fondée en 2008 s'engage en faveur des questions humanitaires, sociales et juridiques de réfugiés et soutient les personnes en quête de protection notamment à Izmir et dans la région turque de l'Égée.

RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE:

Fuite de la maison des pauvres

COMMENT UNE POLITIQUE EUROPÉENNE MISANT AVANT TOUT SUR LA GESTION DE LA MIGRATION NE NÉGLIGE PAS SEULEMENT LES DROITS DE L'HOMME DES PERSONNES SINISTRÉES, MAIS FAVORISE ÉGALEMENT LA DÉSAGRÉGATION DE LA SOCIÉTÉ.



Patrascu Gheorghe, maire de Radoaia, petite ville de 6 000 habitants, nous reçoit dans son hôtel de ville, une vieille villa dont l'enduit s'écaille de la façade. Il fait froid : le chauffage a été alimenté en gaz seulement depuis quelques jours, l'approvisionnement énergétique est géré de manière centralisée. La pièce est froide, il n'y a pas d'ordinateurs. Le maire, vêtu d'une lourde veste en cuir, est assis à son bureau. Il gère la carence et les villageois restants. Au village, nombreux sont les foyers qui ne sont pas raccordés au réseau électrique et d'eau, où il n'y a pas d'égouts ni de ramassage des déchets. Les rues sont en mauvais état, nous avons dû parcourir les derniers kilomètres de l'autoroute au pas en raison des nids-de-poule. Le village est dépeuplé : plus des deux tiers des habitants sont à l'étranger, en Russie, en Ukraine ou en Europe occidentale. Seuls sont restés les anciens et les enfants. Sophia Wirsching de Brot für die Welt et Roman Citac de Chisinau, collaborateur de l'ONG Beginning of Life, ont examiné les conséquences de la migration et de la politique de migration européenne en Moldavie.

Patrascu Gheorghe explique que la fin de l'Union soviétique a entraîné l'effondrement total de l'économie moldave. Les rares industries ont été fermées, seules des fumées âcres provenant des friches industrielles délaissées depuis le début des années 1990 se répandent encore sur des régions entières. Les entreprises d'État agricoles ont été divisées en petites parcelles qui peuvent suffire aux besoins propres, mais presque personne ne peut en vivre. En raison des coûts élevés de l'énergie, la gestion est très onéreuse, si bien que bon nombre de personnes investissent plus dans leur pays qu'ils n'en tirent des recettes par la suite. Aussi les agriculteurs manquent-ils de connaissances économiques, l'infrastructure est insuffisante, lors du passage de l'économie d'État à une économie de marché, la plupart sont restés en marge. Les importations des pays voisins sont souvent moins chères que les produits locaux.

Il n'y a presque pas de possibilités de travail dans les zones rurales. Ainsi, les habitants sont partis à la ville ou tout de suite à l'étranger. Dans les années 1990 déjà, le pays a connu une première émigration massive de sa population en direction de la Russie. De nombreuses destinations de migration se sont rajoutées, l'Ukraine et les États des Balkans voisins, l'Italie, l'Espagne et aussi l'Allemagne.

LA MOLDAVIE

Population:

En 2013 environ 3,6 millions de citoyens.

Émigration: Selon des estimations de l'Organisation Internationale pour les Migrations en 2013 quelques 600.000 citoyens moldaves ont vécu à l'étranger. Les pays de destination les plus courants sont la Russie, l'Ukraine et l'Union Européenne (surtout l'Italie).

Immigration: La Moldavie est aussi dans une moindre mesure un pays de destination pour les migrants des pays voisins, surtout de l'Ukraine.

Remises: Selon la Banque Mondiale, les migrants moldaves ont envoyé environ 1.770 millions de dollars en Moldavie en 2012, ce qui constitue presque un quart du PIB.

PIB 2012: Avec un PIB d'environ 7,5 milliards de dollars, la Moldavie est le pays le plus pauvre d'Europe. Les produits principalement agricoles (vin, légumes, fruits, tabac) et l'alimentation en courant entraînent une dépendance forte du pays surtout de la politique russe.

Index de Développement Humain IDH:

En 2012: 0,66 (113ème rang).

Gouvernement: Le président est Nicolae Timofti, le chef du gouvernement est Iurie Leanca (PLDM – Parti du Libéral Democrat din Moldova).

des liens sociaux et du salaire. Bon nombre de mères n'ont pas d'argent pour leurs enfants parce que leurs pères n'envoient rien depuis l'étranger. Beaucoup d'enfants grandissent auprès de leurs grands-parents, finissent à la rue ou dans des centres d'accueil. Lors du régime soviétique, affirme le maire, il n'y avait quasiment pas de différences sociales entre les villageois. La migration et les envois de fonds ont rapidement donné naissance à des différences sociales notables. Alors que certaines personnes ont sombré dans une grande pauvreté, il y en a également d'autres qui ont pu investir dans la consommation grâce au soutien de l'étranger. Les envois de fonds sont souvent directement apportés par les membres des familles ou par l'intermédiaire d'un système de messagers et de coursiers. Bien qu'une bonne partie des transferts d'argent ne se déroule pas par les banques, les envois de fonds représentent quand même environ un quart de la performance économique totale du pays et constituent la plus grande source de rentrée de devises. L'État a augmenté la TVA pour également tirer profit des flux d'argent. La caisse communale vide, par contre, n'enregistre pas d'entrées. Les prix pour les vêtements, la nourriture et le matériel de construction sont au niveau européen, mais les salaires locaux continuent à rester beaucoup trop bas. Le salaire mensuel du maire est d'environ 200 euros. Il est lui aussi dépendant de l'argent que lui envoient ses fils de l'étranger. Tous deux travaillent sur des chantiers européens, au Portugal et en France.

L'effondrement de l'économie, mais également la migration ont laissé des traces. Les jeunes et les enfants sombrent de plus en plus dans l'alcoolisme. Les vols et les émeutes augmentent. Les anciens et les malades ne peuvent plus s'approvisionner. Le maire n'est pas en mesure d'alléger la détresse de ses citoyens. La commune emploie six travailleurs sociaux qui sont complètement débordés. Une organisation d'aide autrichienne offre quotidiennement un repas des pauvres aux personnes âgées qui ne peuvent pas être aidées par leur famille. Le maire, M. Gheorghe, semble être un homme capable de prendre les choses en main, mais compte tenu de cette situation, il ne peut que hausser les épaules, impuissant.

Rares sont les familles dont un ou plusieurs membres ne sont pas à l'étranger. Le montant de l'argent - s'ils en envoient - dépend de la viabilité

La situation à Radoaia reflète la situation générale en République de Moldavie. Au plan économique, ce petit pays qui a environ la taille de la Belgique n'a pas profité de la chute du rideau de fer. De plus, il est divisé en une partie pro-occidentale et pro-roumaine et en une petite bande orientale, la Transnistrie, dont la population est majoritairement pro-russe. Un conflit armé a suivi la déclaration d'indépendance de la Transnistrie en 1990. La Moldavie est seulement prête à octroyer un statut d'autonomie à la région. La fin du conflit Est-Ouest a entraîné l'effondrement des anciennes structures économiques et politiques et la population a réagi par un « vote par les pieds ». Alors que la situation dans le pays progresse très lentement, la population est désormais divisée en ceux qui sont restés et ceux qui vivent et travaillent à l'étranger.



↑ **LAISSÉ EN ARRIÈRE DES PARENTS : PRINCIPALEMENT LES ENFANTS ET LES PERSONNES ÂGÉES PEUPLENT LA VILLE DE PROVINCE DE RADOAIA**

LIQUIDATION D'UNE SOCIÉTÉ

La Moldavie est pauvre. En 2012, elle occupait le 111e rang de l'indicateur du développement humain. Près d'un tiers de la population moldave qui est évaluée à environ 3,8 millions de personnes vit avec moins de 2 dollars US/jour et environ la moitié de la population totale est considérée comme pauvre. Depuis la fin de l'Union soviétique, l'économie de la Moldavie a rétréci de 60 pour cent. Au moins un tiers de la population active travaille dans le secteur agricole. Le salaire moyen s'élève à environ 150 euros. Ce chiffre n'inclut que ceux qui ont effectivement un travail rémunéré. Surtout dans les zones rurales, nombreux sont ceux qui gagnent leur vie en cultivant les légumes et en faisant de petits boulots. De nombreux enfants en dehors des villes ne vont pas à l'école parce que les distances sont longues et que les parents n'ont pas l'argent pour le bus et le matériel scolaire.

La pauvreté et l'insécurité en Moldavie laissent des traces. Non seulement les taux d'émigration élevés sont une preuve du désespoir général, mais encore le taux de natalité est-il l'un des plus bas d'Europe. Même sans émigration, la population de Moldavie rétrécit, le taux de mortalité est supérieur

au nombre de nouveau-nés. La société se désagrège : le processus de désintégration agit jusque dans les liaisons primaires. Les couples mariés se séparent, le nombre de mariages diminue, les enfants quittent leurs parents et les parents abandonnent leurs enfants. Près de 38 000 filles et garçons en République de Moldavie sont des orphelins sociaux parce que leur père ou leur mère travaille à l'étranger et que les enfants se retrouvent dans des centres d'accueil. Parfois, les enfants sont vendus à l'étranger. Des amies attirent leurs amies vers la prostitution, avec des arguments fallacieux. Selon l'Organisation internationale pour la migration, la prostitution forcée ne constitue peut-être qu'un pour cent de l'ensemble de la migration, mais elle reste une réalité opprimente. À l'étranger – en Russie, en Europe occidentale, en Turquie, à Dubaï –, les femmes sont forcées de se prostituer avant d'être renvoyées, souvent avec seulement un peu d'argent de poche. Les intervalles sont devenus plus courts : aujourd'hui, les femmes sont souvent renvoyées après six mois ; avant, c'était tous les un à trois ans. Une fois de retour, les femmes ne peuvent pas parler de ce qu'elles faisaient ni de ce qu'on leur a fait. Leurs familles et leurs amis les abandonneraient. L'étranger est donc à la fois synonyme de promesse et d'horreur. Dans une moindre mesure, les hommes et les enfants sont

également victimes de traite et de travail forcé.

L'idéalisation de l'étranger est seulement le miroir d'une société qui ne croit pas en sa propre évolution. Vingt ans après la chute du rideau de fer, la Moldavie est un pays pauvre, arriéré, sans perspective. Le pays aurait besoin d'urgence d'investissements, mais la bureaucratie et la corruption paralysent le commerce et ont un effet dissuasif.

D'une manière générale, les migrants ne voudraient pas quitter leur pays ni leurs familles. Cependant, les rares possibilités de travail et les salaires bas les poussent à la migration. À la campagne, il est normal pour une famille de posséder une maison et de financer une bonne formation aux enfants. Parmi la population rurale, l'idée que les jeunes gens resteraient dans le pays s'il y avait du travail bien rémunéré, est donc largement répandue. Là où ce n'est pas possible, les parents partent, et lorsqu'ils reviennent à la campagne, ce sont les enfants qui partent. Cependant, de plus en plus souvent, les parents ne reviennent plus. Ils font venir leurs enfants et la Moldavie ne reste plus qu'un souvenir.

ROUTES ENTRE L'EST ET L'OUEST

La migration en Moldavie présente différentes phases et formes qui varient en fonction des possibilités de l'étranger et de celles offertes en Moldavie. Les réglementations des pays cibles donnent souvent la cadence. La Russie et l'Ukraine sont des pays attractifs parce qu'il ne faut pas de visas pendant trois mois et que les frais de voyage sont relativement faibles. Cela permet également de retourner brièvement en Moldavie après trois mois pour revenir par la suite. Il faut savoir qu'en Russie, le salaire est 2,5 fois supérieur au salaire moldave.

L'entrée sur le territoire des pays de l'Union européenne est un autre cas de figure. Dans ces derniers, le niveau des salaires est souvent plus élevé et le séjour s'inscrit dans une perspective à plus long terme. Les frais de voyage élevés, notamment dans le cas d'une migration irrégulière et le risque d'être appréhendé à l'entrée sur le territoire plaident contre une entrée et sortie fréquentes. Souvent, les migrants ne tentent l'aventure qu'avec la perspective préalable d'une activité professionnelle ou d'une source de revenus concrète. Les migrants

de l'emploi moldaves travaillant légalement au sein de l'UE sont majoritairement des femmes. En Italie, près de 70 pour cent des quelque 200 000 migrants sont des femmes en provenance de Moldavie. Dans quelques rares États membres, la part d'hommes est supérieure, notamment en Pologne et au Portugal. Les femmes moldaves travaillent souvent dans le domaine des services domestiques ou des soins alors que l'environnement de travail des hommes se situe dans le bâtiment et l'agriculture. Seul un faible pourcentage exerce une activité hautement qualifiée. Dans l'ensemble, les migrants moldaves sont jeunes, ils ont entre 20 et 49 ans. La part de migrants diplômés était d'au moins 10 pour cent en 2010 et connaît une croissance tendancielle. Cependant, ces derniers travaillent souvent sur des chantiers ou exercent des professions de soins. La migration est un gaspillage des cerveaux, des compétences. Aucune donnée n'est disponible sur les Moldaves vivant et travaillant au sein de l'UE.

Bon nombre des Moldaves vivant à l'étranger aimeraient bien retourner dans leur pays, mais ils sont des victimes de l'effet de loquet. Quiconque quitte une fois l'UE ne peut pas y retourner si facilement. Par conséquent, presque personne ne repart. Les conséquences de l'irrégularité empêchent une migration circulaire. Ainsi, les potentiels de la diaspora ne profitent pas à la Moldavie.

CONTRÔLES FRONTALIERS COMME CONSÉQUENCE DE LA POLITIQUE DE L'UE

La politique de l'Union européenne en Moldavie mise sur la sécurisation des frontières. C'est uniquement à cela que se résument les mesures mises en œuvre par l'Union européenne en République de Moldavie par le biais de différents instruments, le « partenariat oriental », la « politique européenne de voisinage » et le « partenariat pour la mobilité ».

Contrairement à l'Ukraine, par exemple, la Moldavie (hors Transnistrie) s'est tournée sans équivoque vers l'Union européenne. Les conditions préalables essentielles de l'Europe en matière de liens plus étroits de la Moldavie aux États de l'Union européenne sont le contrôle et la sécurisation des frontières. Ainsi, la Moldavie a ratifié bon nombre de conventions internationales, elle est représentée dans tous les forums régionaux sur la migration et

met tout en œuvre pour donner suite aux souhaits de l'UE. Une zone élargie dédiée au libre-échange, une bonne gouvernance et une amélioration des conditions cadre pour l'économie sont des domaines clé dans la coopération entre l'UE et la République de Moldavie. Cependant, parmi les principaux aspects des conventions entre l'UE et la Moldavie, on trouve des accords de réadmission garantissant les expulsions vers la Moldavie, l'introduction de passeports biométriques pour identifier les citoyens moldaves, des contrôles aux frontières extérieures par la douane et la gestion des frontières et la lutte contre la migration illégale, les trafiquants et la traite. Ainsi, en 2010, la Moldavie est représentée dans neuf programmes régionaux relatifs à la migration sur onze financés par l'UE. Depuis 2005, l'EUBAM, la mission européenne d'assistance à la frontière entre la République de Moldavie et l'Ukraine, soutient les autorités nationales dans l'amélioration des contrôles frontaliers avec 100 collaborateurs internationaux et plus de 100 collaborateurs locaux. À cela s'ajoutent les missions de Frontex et les activités de l'Organisation internationale pour la migration (OIM) qui encadre les victimes de la traite et les rapatriés pour le compte des États européens. L'OIM participe également à la coordination des nombreux services publics et autorités moldaves chargés de la migration et vient de créer un profil de migration élargi dans lequel sont regroupés les données et les développements relatifs à la migration.

Un partenariat pour la mobilité entre l'Union européenne et la Moldavie doit offrir des perspectives et améliorer les conditions de migration. Pour l'heure, il semble cependant que la Moldavie soit tout d'abord contrainte de remplir les conditions de l'UE. Aucun contrat n'a été signé en faveur de l'ouverture de voies de migration légales au sein de l'UE. Cela dépend de la volonté et de l'intérêt des États membres de l'UE. Et à l'heure de crise économique actuelle, cet intérêt est faible.

LE COÛT DE LA MOBILITÉ

La migration, même irrégulière, connaît des gagnants et des perdants. Plus les obstacles à la migration sont élevés, plus les dépenses pour les migrants sont élevées et plus le niveau de vulnérabilité, d'oppression et d'exploitation à l'étranger sera élevé. L'économie de marché européenne profite de la disponibilité de la main d'œuvre généralement

très bon marché dans les services aux personnes âgées, sur les chantiers et dans l'agriculture. La République de Moldavie profite du retour des devises et des investissements des migrants dans un pays sous-développé. Les migrants paient le prix. Nombreux sont ceux qui s'endettent dans leur tentative d'entrer sur le territoire de l'Union européenne, bon nombre ne parviennent pas à mener une vie décente et à trouver un travail correctement rémunéré. Beaucoup de couples et de familles se brisent pour ces raisons. Mais l'on trouve toujours des personnes qui arrivent à assurer un revenu à leur famille, à suivre une formation et à faire étalage de symboles de statuts sociaux convoités et ainsi alimenter l'idée que la migration en vaut la peine.

La politique européenne vis-à-vis de la Moldavie mise avant tout sur l'instauration d'une politique du contrôle. La République de Moldavie doit contrôler sa population et ses frontières. L'Union européenne est très généreuse financièrement pour ce qui est de la formulation et de la mise en œuvre de lois et de règles relatives à la gestion de la migration. La protection des droits de l'homme des migrants est délaissée. Les efforts déployés pour rendre la migration plus sûre et plus rentable pour le pays et également les migrants sont faibles, à peine récompensés financièrement et sans motivation. Jusqu'à présent, le partenariat pour la mobilité s'avère être un partenariat d'immobilité. Alors que la Moldavie satisfait les vœux européens en matière de contrôles frontaliers ou de réadmission des citoyens, les avantages et les possibilités pour les migrants se font rares. Ces derniers sont délaissés par l'Union européenne et leur propre pays. La migration irrégulière coûte cher aux migrants, la migration régulière n'est même pas contenue dans l'offre. Ainsi, il est à prévoir que les raisons ne seront pas rares de tourner le dos à la République de Moldavie en raison de l'absence de programmes de migration qui tiennent également compte des intérêts et des besoins des migrants et qui profitent du dynamisme de la migration au lieu de le bloquer.

En Moldavie, **Brot für die Welt** soutient l'Association Moldavian Christian Aid (MCA) dans son engagement de créer de meilleures conditions de vie pour les personnes âgées et dépendantes dans les zones rurales.

TUNISIE:

Méditerranée, frontière de la prospérité

UNE POLITIQUE EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES EXTÉRIEURES QUI SE BASE UNIQUEMENT SUR UNE STABILITÉ AUTORITAIRE ET UNE COOPÉRATION EFFECTIVE DANS LE CADRE DU CONTRÔLE NE PRÉSENTE PAS SEULEMENT UN DANGER DE MORT POUR LES RÉFUGIÉS, MAIS BLOQUE ÉGALEMENT TOUT RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE.



due. Après près de deux heures, la petite assemblée se dissout de façon quelque peu désordonnée après s'être mise d'accord de se revoir le lendemain pour une première manifestation.

Des rencontres comme celles-ci sont récurrentes ces dernières années. Les militantes européennes n'acceptent pas la politique isolationniste menée par l'Europe. Des réseaux comme Boats4People et Watch the Med souhaitent se relier aux nouveaux mouvements sociaux en Tunisie. La migration est un thème clé. Le désespoir empreint de colère des mères rappelle les mères des personnes disparues des régimes terroristes d'Amérique latine. Dans ce cas néanmoins, il ne s'agit pas de l'œuvre de la police secrète, mais c'est une lutte transfrontalière contre la « migration irrégulière » qui est à l'origine des disparitions. La collaboration européenne avec la Tunisie contre la migration en provenance de et via la Tunisie a une longue histoire. Judith Kopp de PRO ASYL a pu se faire une idée de la situation sur place à travers des rencontres avec différents acteurs de la population civile en Tunisie et de représentants de la gestion européenne des frontières dans le pays.

Dans un café du centre-ville de Tunis, nous retrouvons une association de parents de migrants portés disparus. Il s'agit principalement de mères qui n'ont plus rien entendu de leurs enfants. Nous accompagnons des représentantes du collectif féminin italien Il Venticinque Undici. Le collectif avait soutenu l'association des parents dans son effort d'obtenir auprès des autorités italiennes des informations sur les migrants portés disparus. En vain. À présent, les femmes italiennes prévoient de nouvelles étapes. La vingtaine de personnes concernées, principalement des mères de famille, sont énervées. Elles exposent de nouveaux détails ou des détails déjà connus sur les traversées en bateau et apportent de nouvelles preuves du lieu de résidence possible de leurs fils. Les femmes sont désespérées. Certaines pleurent. La discussion devient de plus en plus ten-

TRANSACTIONS SALES CONTRE LA DÉMOCRATIE

Ces vingt dernières années, à la fois l'Union et tout particulièrement l'Italie en tant qu'État membre le plus proche ont collaboré étroitement avec le régime répressif de Ben Ali. En 1998, l'UE a conclu un accord d'association avec la Tunisie qui visait avant tout une coopération économique. La Tunisie a participé au processus de Barcelone visant à renforcer la coopération entre les pays méditerranéens. Depuis le début, la condition préalable à une coopération économique était la participation à la lutte contre la migration irrégulière vers l'Europe. Depuis 2004, la Tunisie est impliquée dans la politique européenne de voisinage PEV. Le plan d'action 2005 à 2010 pour la Tunisie prévoyait des négociations en vue d'un accord de réadmission avec l'UE ainsi que la formation, l'équipement en matériel et le renforcement de la police des frontières aux frontières terrestres et maritimes. Consciente du fait qu'il n'existait aucun instrument légal de protection dans la législation sur l'asile et la protection des réfugiés en Tunisie et que le dialogue avec le HCR était en suspens, l'UE, dans un document stratégique, fait l'éloge des efforts déployés par la Tunisie pour empêcher la migration irrégulière par l'application d'une législation restrictive et de contrôles frontaliers rigides ainsi que par la bonne coopération de Ben Ali avec l'Italie et la France dans le domaine de la lutte contre la migration.

L'Italie surtout, a tenu à impliquer la Tunisie dans la défense contre les migrants. En 1998 déjà, les deux pays ont conclu un accord de réadmission non seulement de citoyens tunisiens, mais également de migrants et de réfugiés qui étaient parvenus en Europe via la Tunisie. Les patrouilles communes le long de la côte tunisienne entre 1998 et 2003 ont abouti à l'arrestation de plus de 37 000 personnes par les autorités tunisiennes dont la moitié était des ressortissants tunisiens. La police italienne a assuré la formation de la police des frontières tunisienne et lui a proposé de l'équiper pour un montant de 20,7 millions d'euros.

Les possibilités d'immigration légales ont été fixées par l'Italie pour inciter la Tunisie à signer des accords de réadmission : en 1990, un quota de visas annuel a été introduit en Italie, en Tunisie une limite de 1 500 migrants par an. La même année, la

Tunisie a signé le premier accord de réadmission avec l'Italie. Le quota de visas a été augmenté à 3 000 en 2000. Mais en réalité, ce n'est qu'au cours des deux premières années que près de 3 000 Tunisiens ont pu entrer légalement sur le territoire italien. Plus tard, le nombre de visas distribués a fortement chuté. Seule est restée la composante de la lutte contre la migration irrégulière. Un nouvel accord de réadmission et de coopération avec la police a été conclu en 2003. Il inclut le financement de l'équipement technique d'un montant de 7 millions d'euros par an. La collaboration bilatérale entre les gardes-frontières italiens et tunisiens s'est traduite par plusieurs opérations de refoulement dans les eaux internationales. Une violation de l'interdiction de non-refoulement ne peut être exclue. Sous Ben Ali, la Tunisie disposait de la frontière maritime la mieux sécurisée du Maghreb.

Mais l'Italie ne s'est pas limitée aux quotas de visa, à la coopération avec la police frontalière et à l'équipement de cette dernière pour s'assurer de la défense contre les migrants soutenue par Ben Ali. Déjà lors des négociations portant sur l'accord de réadmission de 1998, l'Italie avait annoncé un nouveau programme d'aide au développement dans lequel la Tunisie devait bénéficier de 80 millions d'euros pour les années 1999 à 2001. Peu après, 61 millions supplémentaires avaient été accordés. Avec la signature du deuxième accord de réadmission de 2003, un montant de 182 millions d'euros destiné à l'aide au développement a été convenu pour 2005 à 2007.

En même temps, la Tunisie a adhéré à l'Organisation internationale pour la migration (OIM) qui, désormais, met en œuvre en Tunisie des projets qui sont généralement cofinancés par le gouvernement italien. Ainsi, l'Italie ne s'est pas seulement servie de l'aide au développement comme incitation à la coopération dans les questions de migration, mais a également employé une partie de son aide au développement directement dans le domaine des contrôles frontaliers et de la gestion de la migration. Le principe de l'aide au développement conditionnelle a même été intégré dans la loi italienne en juillet 2002 (loi 189/2002). D'après cette dernière, le gouvernement italien assure le contrôle de la « disponibilité à la coopération de lutte contre la migration illégale et les réseaux de trafiquants » lors de la conclusion de programmes

de développement. L'approche autoritaire de Ben Ali des propres citoyens et des migrants n'a jamais été un obstacle pour l'Europe ou l'Italie de faire des affaires.

La situation en Tunisie a évolué depuis. L'immolation par le feu de Mohamed Bou'azizi, 26 ans, le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, une petite ville à l'intérieur du pays, dans une région pauvre, a tôt fait de déclencher des protestations générales. Début janvier 2011, les émeutes ont atteint Tunis. Les images de centaines de milliers de manifestants sur l'avenue Habib Bourgiba et la répression violente de la police contre les protestations ont fait le tour du monde. Le 14 janvier 2011, le dictateur Zine El-Abadine Ben Ali s'est réfugié en Arabie Saoudite après 23 ans de règne. D'après les Nations Unies, les bouleversements en Tunisie ont fait 215 victimes.

Les processus révolutionnaires en Tunisie n'étaient pas pour autant terminés avec la fuite de Ben Ali le 14 janvier 2011. Les semaines et mois suivants ont été marqués par les manifestations, plusieurs changements de gouvernements et une frustration qui s'est notamment installée chez la jeune génération. Le 23 octobre 2011 ont eu lieu les premières élections libres de l'histoire tunisienne, mais la situation politique dans le pays demeure instable. Avant la fin de l'année 2011, les manifestations se sont étendues sur d'autres pays du Maghreb, sur la Libye et l'Égypte. Un événement apparemment peu important a provoqué des manifestations qui ont fait vaciller les vieilles autocraties de la mer Méditerranée. L'Europe a salué la chute des anciens dirigeants et a également soutenu les rebelles en Libye. Malgré les changements de régime au Maghreb, la politique de migration européenne est restée la même.

PEUR DE LA LIBERTÉ AU MAGHREB

La politique de migration européenne à l'égard de la Tunisie est un modèle de *realpolitik* dicté par l'intérêt qui ne fait guère la distinction entre les anciens dictateurs et les jeunes démocraties. La déclaration de Stefan Füle, commissaire européen en charge de l'élargissement et de la politique européenne de voisinage, fin février, est d'une ambiguïté révélatrice compte tenu de la pratique réelle :

« Les masses dans les rues de Tunis, du Caire et d'ailleurs se sont battues dans l'esprit de nos valeurs communes. C'est avec elles qu'il nous faut coopérer aujourd'hui et non avec les dictateurs qui répandent le sang de leurs propres peuples au mépris des vies humaines. »

Lorsque, environ en même temps, plusieurs milliers de jeunes Tunisiens débarquent en Italie du Sud, l'Europe est en proie à une crise nerveuse : l'Italie parle d'une alerte nationale et distribue des visas de transit à une partie des migrants pour qu'ils quittent rapidement le pays. Outrée, la France se met à refouler les Tunisiens à la frontière italienne. Avec l'arrivée d'une poignée de migrants tunisiens, le Danemark exige la suspension des accords de Schengen et la réintroduction des contrôles frontaliers en Europe. En même temps, dans le cadre d'une action d'urgence, l'agence européenne pour la gestion des frontières Frontex est mobilisée en vue d'arraisonner les bateaux tunisiens et de les refouler vers la Tunisie. La Commission a prévu d'augmenter de 30 millions d'euros les fonds octroyés à Frontex. Déjà au mois d'avril 2011, Frontex avait annoncé un accord avec les autorités frontalières tunisiennes visant la mise en œuvre de patrouilles communes contre les migrants irréguliers.

En 2011, la Méditerranée centrale faisait partie de la région la mieux contrôlée du monde. Frontex n'était pas la seule au rendez-vous au large des côtes du Maghreb. Les bateaux de l'OTAN étaient également présents devant la côte libyenne. Malgré cela, plus de 2 000 réfugiés ont péri en mer Méditerranée en 2011. En avril 2012, le Conseil de l'Europe a constaté la coresponsabilité des États européens de la mortalité massive en mer dans son rapport et a parlé d'un « échec collectif » de l'OTAN, des Nations Unies et de certains États membres de l'Europe.

De toute évidence, l'esprit de valeurs communes ne s'étend pas à la solidarité envers les réfugiés et les migrants. Avec leur départ pour l'Europe, ils souhaitent subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles suite à la révolution tunisienne. L'économie a trébuché, les investisseurs et les touristes ont évité le pays. Pour beaucoup, il paraissait évident que le pain quotidien ne pouvait pas être gagné seulement en Tunisie. Les contrôles frontaliers se sont relâchés dans un premier temps, l'organisation



↑ **PROTESTE DES MÈRES ET DES PROCHES DE MIGRANTS DISPARUS EN MER PENDANT LE FORUM SOCIAL MONDIAL À TUNIS.**

des forces de sécurité ayant été perturbée. Pour les réfugiés et les migrants, l'occasion avait été bonne pour monter dans les bateaux, nombreux sont ceux ayant considéré la nouvelle liberté du joug du régime comme une liberté de circulation à l'instar de la chute du Mur de Berlin. L'Europe s'est donc hâtée de rétablir l'ordre dans le nouveau gouvernement tunisien en matière de contrôle des migrants. Un « partenariat pour la mobilité » a été promis à la Tunisie si les conditions européennes en matière de lutte contre la migration irrégulière étaient respectées. Le partenariat pour la mobilité aurait permis d'introduire de façon sélective et selon les

besoins de la main d'œuvre sur le marché du travail européen. Toutefois, il aurait fallu qu'un État membre européen octroie les concessions correspondantes.

L'espoir que le nouveau gouvernement tunisien sera moins axé sur les transactions liées au contrôle de la migration que l'ancien régime s'est rapidement évaporé. La réalité est que la Tunisie est dans une large mesure économiquement dépendante de l'UE. Quatre-vingt pour cent des exportations tunisiennes vont vers l'Europe, une grande partie des investissements étrangers en Tunisie proviennent de France et d'Italie. Aussi, la contribution des migrants à

l'économie est considérable. Au total, à la fin de l'année 2011, près de 1,2 million de Tunisiens, soit onze pour cent de la population, vivaient à l'étranger. Les sommes enregistrées renvoyées par les Tunisiens à l'étranger représentent près de cinq pour cent du produit intérieur brut. En 2009, elles s'élevaient à 2 653 millions de dinars tunisiens (soit près de 1,4 milliard d'euros). On estime qu'à peu près la même somme arrive dans le pays par d'autres canaux. Ainsi, permettre la migration et renforcer les contacts avec la diaspora tunisienne font partie des priorités du gouvernement tunisien. Mais l'Europe avait promis des fonds, des contrats économiques et un assouplissement des procédures en matière de visas et donc, quelques mois plus tard seulement, la fenêtre de migration a été refermée, le contrôle frontalier tunisien a repris ses fonctions. La Tunisie a accepté le fait que les nombreux migrants naufragés de Lampedusa soient directement reconduits à l'aéroport en direction de leur pays.

Mais ils n'arrivent pas tous en Europe, ils ne reviennent pas tous. Plusieurs milliers de personnes se sont noyées ou sont mortes entre la Tunisie et l'Italie, beaucoup ont disparu sans laisser de trace.

Les familles des quelque 300 migrants portés disparus se sont réunies pour demander des comptes aux autorités tunisiennes et italiennes. Ils font partie des groupes en Tunisie qui s'engagent avec énergie en faveur de l'enquête sur le sort des disparus. Depuis le printemps 2011, ils ont attiré l'attention par des manifestations et des grèves de la faim et ont mis ainsi les destins individuels sous les feux de la rampe. Ils sont soutenus par le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), une organisation très engagée dans le domaine de la migration et des droits des migrants. Parmi les autres groupes axés sur le thème de la migration, il y a le Centre de Tunis pour la Migration et l'Asile (CeTuMA) qui s'engage scientifiquement et politiquement pour les droits des migrants et des réfugiés ainsi que les activistes du groupe Article 13 qui est principalement axé sur les revendications en termes de liberté de circulation. Même si d'autres thèmes urgents sont souvent au premier plan des débats sociaux, une discussion critique sur la politique de migration et ses conséquences est toujours présente.

Les migrants tunisiens ne sont pas les seuls concernés, il y a aussi les réfugiés subsahariens qui travaillent au Maghreb ou qui tentent également leur chance en Europe.

DRAMES DE RÉFUGIÉS À L'OMBRE LIBYENNE

Les événements dans la petite Tunisie ont bientôt été éclipsés par la guerre civile en Libye. Alors que l'Europe a fermé ses frontières en 2011, les pays voisins de la Libye ont offert la protection à des centaines de milliers de réfugiés lors de la guerre civile libyenne. Près de 800 000 personnes en quête de protection ont été accueillies rien qu'en Tunisie. La plupart des réfugiés avaient la nationalité libyenne, près de 200 000 avaient néanmoins travaillé en Libye auparavant, la plupart étaient des migrants de l'emploi. La ville de Ben Guerdane à la frontière libyenne notamment était devenue un lieu d'accueil de réfugiés. Fin février 2011, quatre grands camps de réfugiés sous la direction du HCR avaient été installés le long de la frontière entre la Tunisie et la

LA TUNISIE

La Tunisie est un pays au sud de la méditerranée. Avec ses 164.000 km² de superficie, elle avoisine à l'ouest l'Algérie et à l'est la Libye. Le pays est caractérisé par une division sociale et économique forte entre le littoral et l'intérieur du pays.

Population: La population de la Tunisie en 2013 s'élève à environ 10.835.000.

Emigration: En 2008 au totale 1.058.700 Tunisiens (10.2%) étaient enregistrés aux consulats tunisiens à l'étranger.

Immigration: En 2013, le PNUD indique qu'environ 36.500 citoyens étrangers ont vécu en Tunisie.

Remises: En 2012, 2.198 millions dollars ont été transféré au pays, dont 412 millions de dollars qui ont été envoyé depuis l'Italie et plus d'un milliard depuis la France. Les migrants en Tunisie ont envoyé environ 67 millions de dollars vers leurs pays d'origine.

PIB 2012: 46,146 milliards de dollars.

Index de Développement Humain IDH: 2012: 0,712 (rang 94).

Gouvernement: Le dictateur de longue date, Zine el-Abidine Ben Ali, a été forcé de fuir le pays le 14 janvier 2011. Le président actuel est Moncef Marzouki (CPR - Congrès pour la République), le premier ministre est Mehdi Jomââ.

Libye. Une grande partie des réfugiés avait été accueillie peu après le début de la guerre dans le camp de Choucha. Parmi les quelque 20 000 réfugiés accueillis au départ à Choucha, près de 4 000 sont restés après que de nombreux réfugiés ont été reconduits par l'OIM dans des pays comme le Mali, le Cameroun ou la Gambie. Parmi ces 4 000 réfugiés restants, nombreux sont ceux qui ont dû patienter jusqu'à deux ou trois ans dans le camp inhospitalier du désert tunisien.

La plupart d'entre eux ont été reconnus comme des réfugiés par le HCR. Près de 2 000 personnes ont été accueillies par des États sûrs, notamment par les États-Unis, dans le cadre d'un procédé de réinstallation (resettlement). Les pays européens ont hésité quant aux règlements d'accueil. Ce n'est qu'après les manifestations des réfugiés à Choucha et les actions solidaires en Tunisie et en Allemagne qu'en 2012, 201 personnes du camp ont été accueillies sur le territoire allemand. Près de 400 réfugiés reconnus par le HCR n'ont pas eu accès au procédé de réinstallation – ils étaient arrivés trop tard au camp de réfugiés. Il est prévu que dans le cadre d'un programme d'intégration local, ils restent en Tunisie, où ils ont subi des harcèlements et où il n'y a toujours pas de loi sur l'asile garantissant une protection des réfugiés. L'Europe s'abstient d'intervenir et mise sur les « programmes de protection régionaux » pour l'approvisionnement des réfugiés à la frontière des zones de crise. Cela rappelle les prouesses intellectuelles d'Otto Schily et de Tony Blair en 2004 qui souhaitaient externaliser la protection des réfugiés en Afrique du Nord. Rétrospectivement, l'action de l'Italie et de l'Union européenne en Tunisie semble indiquer que cette externalisation devienne lentement une réalité. Depuis, le HCR a fermé le camp de réfugiés de Choucha. Il n'y a plus de distribution de rations alimentaires, les réservoirs d'eau et les toilettes ont été démolis. Malgré la pénurie d'eau, il y a toujours plusieurs centaines de réfugiés à Choucha. Choucha est le symbole de l'échec de la protection des réfugiés en dehors de l'Europe.

L'Europe se barricade

En Tunisie, l'Union européenne a non seulement laissé passer l'occasion de prendre à temps le parti du peuple dans la rue au lieu de celui du dictateur. Elle a également laissé passer l'occasion de se montrer solidaire d'un jeune gouvernement et d'une population en difficulté en se focalisant sur la pro-

tection contre les réfugiés et non sur la protection des réfugiés et le rapatriement d'urgence des migrants de Tunisie. Au lieu de tendre la main à la Tunisie, elle a fait montre de réflexes de défense. La Tunisie est contrainte d'assurer une protection irréprochable des frontières, en échange, elle n'obtient que de vagues promesses d'une mobilité facilitée. Dans le passé déjà, l'Italie a montré que de telles promesses n'étaient pas tenues. La dépendance de la Tunisie de l'Europe dévoile crûment le visage hégémonique de l'Union européenne.

PRO ASYL et medico international soutiennent le projet Watch the Med qui scrute les cas de décès des boat-people et de violation des droits de l'homme en Méditerranée afin d'en finir avec l'impunité aux frontières côtières de l'Europe. Aujourd'hui, le projet englobe un réseau étendu d'organisations et d'activistes.

MAURITANIE:

PREMIÈRE FRONTIÈRE EXTÉRIEURE DE L'EUROPE

LES PLAGES AFRICAINES REFLÈTENT LA MANIÈRE DONT UN RÉGIME DE CONTRÔLE PRESCRIT PAR L'EUROPE NE DÉTRUIT PAS SEULEMENT LE RÊVE DE LA VIE D'INDIVIDUS, MAIS TRANSFORME ÉGALEMENT À LONG TERME DES ESPACES D'ACCUEIL OUVERTS EN DES ZONES D'EXCLUSION.



30

ouadhibou, ville portuaire mauritanienne située entre l'Afrique de l'Ouest et le Maghreb, a pour quelque temps été un point de départ favorable à ces boat-people africains désireux de prendre la fuite vers l'Europe. Après qu'en fin 2005, le Maroc eut fermé ses frontières et celles du Sahara Occidental occupé, sous la pression de l'Espagne et de l'UE, l'émigration s'est décalée vers le Sud. Toutes les nuits, les pirogues des migrants prenaient la mer depuis Nouadhibou, souvent avec des capitaines inexpérimentés et insuffisamment équipés, pour parvenir aux îles Canaries. En 2006 déjà, l'Espagne et l'agence européenne pour la gestion des frontières Frontex ont tenté de mettre un terme à cette situation. Des bateaux d'interception et des hélicoptères espagnols ont patrouillé entre les îles Canaries et Nouadhibou. Tous ceux qui avaient pu être soupçonnés d'une tentative de débarquement « illégal »

sur les Canaries par le territoire mauritanien avaient été ramenés en Mauritanie. Une mesure couronnée de succès. Aujourd'hui, il n'y a plus de bateaux qui partent depuis Nouadhibou. Stephan Dünwald a visité la ville des « bloqués » pour medico international.

Kebba s'exclame en riant : « Nous les Africains, nous prions pour que l'Europe explose ! C'est cette Europe-là qui cause des problèmes aux Africains. » Nous sommes assis dans une petite pièce sombre dans une arrière-cour de la vieille ville de Nouadhibou. Jadis, les Maures avaient leurs tentes dans ces cours intérieures. Avec l'augmentation du nombre d'immigrés à Nouadhibou, les propriétaires ont fermé leurs cours intérieures, ont loué les chambres aux migrants à prix fort et se sont construits des bâtiments majestueux en dehors du centre. Aujourd'hui, le centre de Nouadhibou est majoritairement habité par des migrants. Ils travaillent dans la pêche, pour la société des mines ou sur les chantiers. « Ils étaient nombreux à vouloir aller en Europe. Beaucoup le souhaitent toujours », affirme Kebba et me jette un regard provocateur. Kebba est à Nouadhibou

depuis 1992. De passage dans le pays, il avait 18 ou 19 ans à l'époque. Il a tenté quatre fois, vainement, de parvenir en Europe. Au début, il se cachait dans la soute des bateaux. Dès 2000, les gens commençaient à faire la traversée vers les Canaries avec des bateaux de pêche. « Nous ne craignons pas la mer. Nous savons que c'est dangereux. » Depuis longtemps cependant, plus personne n'a réussi à éviter les contrôles. Même si l'Europe conserve son attrait pour beaucoup, elle se retrouve désormais à des années-lumière. Avant, sans l'Union européenne, ajoute Kebba, tout était plus simple. « Mais c'est terminé. Désormais, plus personne ne quitte Nouadhibou. »

LES MIGRANTS SOUS SUSPICION GÉNÉRALE

Ainsi, Kebba résume précisément le résultat de la politique frontalière hispano-européenne en Maurétanie. En 2006, Nouadhibou était un lieu phare de la migration de transit vers les îles Canaries. Des centaines de personnes portaient toutes les nuits sur les pirogues, de long bateaux en bois, plus de 30 000 passagers sont arrivés sur les îles rien qu'en 2006, d'innombrables autres se sont noyés ou sont morts de soif en mer. Beaucoup de bateaux ont été interceptés par l'Espagne et l'agence européenne pour la gestion des frontières, Frontex. Mais ce n'est qu'à partir du moment où la gendarmerie espagnole, en collaboration avec des observateurs mauritaniens, a surveillé le port et la côte, que les bateaux ont pu être définitivement arrêtés. Les personnes interceptées ont été amenées à « Guantanamo », une ancienne école transformée en camp de détention par l'armée espagnole puis directement renvoyés au Mali ou au Sénégal. La lutte internationale contre la « migration irrégulière » a été remportée, du moins à Nouadhibou. À terre, une unité de gendarmerie spéciale en uniforme noire pratiquait la chasse aux migrants de transit dans les quartiers très peuplés de la vieille ville. Les personnes interceptées ont été arrêtées, battues et envoyées dans le désert. De plus en plus de migrants qui vivaient et travaillaient depuis longtemps à Nouadhibou, étaient concernés par ces pratiques.

L'Europe avait touché au but. Aujourd'hui, il n'y a plus de migration de transit irrégulière significative de Mauritanie vers l'Europe. La Croix-Rouge espagnole, qui avait conféré une note plus humaine à la détention des migrants dans le camp, est repartie

depuis longtemps. La « route occidentale » n'existe plus. Celui qui transite aujourd'hui vers l'Europe prend d'autres chemins. Un succès ?

L'Union européenne et avant tout l'Espagne ont gagné la bataille contre les migrants de transit en Mauritanie parce qu'elles avaient pu gagner le gouvernement mauritanien comme allié contre les migrants. En 2006 déjà, l'Espagne a conclu plusieurs conventions avec la Mauritanie qui a promis sa participation contre de l'argent et la fourniture de matériel. Le régime autocratique de Mauritanie était intéressé par les fonds européens, a participé avec enthousiasme aux conférences organisées par l'Europe sur la gestion de la migration et a même permis à la guardia civil espagnole d'installer son camp en Mauritanie et de contrôler les ports et les plages en collaboration avec les garde-côtes mauritaniens. Un officier des gardes-côtes mauritanien m'a montré fièrement le matériel financé par l'Espagne : des véhicules tout-terrain pour la patrouille des plages, des bateaux et des barques utilisés pour la surveillance des bateaux de pêche, des jumelles et des appareils de vision nocturne. Un avion de reconnaissance est également fourni aux Mauritaniens, les ports sont sous vidéosurveillance. Mais c'est surtout l'aide au développement qui est octroyée en échange de la défense contre les migrants. Les sommes versées dans l'aide au développement par l'Espagne ont fortement grimpé en 2006 pour chuter de façon drastique en 2009, lorsque le nombre de bateaux de Mauritanie arrivant aux îles Canaries était devenu infime. L'Union européenne a plus d'endurance. Directement ou via l'Espagne, elle verse des sommes considérables pour financer des mesures visant à renforcer la gouvernance, mais notamment aussi le contrôle et la surveillance de la population et des frontières. Le but est d'enregistrer et d'empêcher l'entrée des migrants sur le territoire, pas seulement au niveau des frontières maritimes, mais surtout au niveau des frontières poreuses du Sénégal et du Mali par de nombreux points de contrôle et un système électronique moderne. Les étrangers doivent pouvoir justifier leur identité et autoriser la saisie de leurs données biométriques. Une pression considérable devait être exercée par ces méthodes. Ce n'est qu'après des protestations et des menaces massives des pays voisins que la Mauritanie a suspendu une partie de ses conditions. Le pays, économiquement parlant, dépend de plusieurs dizaines de milliers de migrants travaillant

LA MAURITANIE

La Mauritanie est localisée sur la côte ouest de l'Afrique. La plus grande partie de la superficie (de plus d'un million de km²) consiste de désert ou de semi-désert. Moins qu'un pourcent de la superficie est utile pour l'agriculture. La population est concentrée le long de la bande côtière de 750 kilomètres et le long de la rivière Sénégal.

Population: En 2013 environ 3.437610 habitants dont plus de 40 % vivaient en ville. Emigration: Entre 3% à 5 % de la population mauritanienne (selon une estimation de 2012 plus ou moins 3,36 millions) vivent à l'étranger.

Economie: Presque la moitié de la population vit de l'agriculture et d'élevage. La pêche et la l'industrie de la conservation du poisson prennent de l'importance. Les Minerais de fer apportent environ 40 % des revenus à l'exportation.

Immigration: Les estimations sont entre 99.200 (2010) et 79.400 (2007) personnes

Remises: En 2012, selon des estimations, environ 145 millions de dollars ont été transférés.

PIB 2012: Le PIB est estimé à 7.824 millions de dollars, le revenu par tête s'élève à 2.200 dollars.

Index de Développement Humain IDH: 2012: 0,467 (rang 115).

Gouvernement: Le Président Mohamed Ould Abdel Aziz était porté au pouvoir en 2008 après un coup d'état et a pu légitimer son pouvoir à travers des élections présidentielles en été 2009. Les militaires ont toujours une influence forte sur la politique.

taniens. Kebba est le président de la petite communauté gambienne locale, une fonction « qui ne vous attire que des ennuis », dit-il. Il n'y a plus guère de Gambiens ici, peut-être 200. Avant, ils étaient presque 2 000. Mais depuis que Nouadhibou est le terminus, bon nombre d'entre eux sont repartis. Kebba est resté. Maintenant, il a un restaurant, raconte-t-il, plus tard, j'apprends qu'il en possède même deux. Les migrants font mieux de ne pas montrer leurs richesses pour ne pas faire des envieux. La relation entre les Maures et les migrants subsahariens est difficile. La Mauritanie n'a pas encore tiré un trait sur son histoire de société esclavagiste. Jusque dans les années 1970, la Mauritanie était un pays de nomades. Les ouvriers et les artisans travaillant dans la construction des villes et de l'infrastructure, les sociétés des mines et la pêche, étaient quasi inexistantes. Déjà à l'époque coloniale française, la main-d'œuvre faisant défaut a été cherchée au Sénégal, au Mali et dans d'autres pays d'Afrique occidentale, mais comme travailleurs et noirs, ils ne sont toujours guère respectés.

La plupart des migrants en Mauritanie sont réguliers et des émigrants légaux. « Cette émigration n'est ni formalisée, ni commandée ni contrôlée par l'État. Elle n'est donc ni considérée comme une violation ni comme une action illégale, elle est tout simplement une affaire informelle », écrit le sociologue mauritanien Bensâad. Tous les pays d'Afrique sont plus ou moins les bénéficiaires de la migration, que ce soit celle de leur propre population vers les pays voisins ou celle dans leurs pays. Par cette vaste liberté de circulation, les États d'Afrique occidentale ont donné une marge de manœuvre à une évidence sociale déterminée par la migration. Cette liberté de circulation correspond également aux conventions établies dans le cadre de la Communauté économique des États d'Afrique (CEDEAO) dont l'intégration a été activement soutenue par l'UE pendant de nombreuses années. La présence des migrants dans tous les États d'Afrique occidentale est une normalité qui n'est pas irrégulière, entre autres par le fait qu'elle ne soit pratiquement pas soumise à des règles. Leur liberté de circulation est également un thème pour la CEDEAO parce que la mobilité est aussi un moteur économique pour tous les pays d'Afrique occidentale. La Mauritanie n'est pas la seule à profiter considérablement des pêcheurs sénégalais, des mineurs maliens et des ouvriers de chantier de Guinée-Bissau. L'influence de l'Union

en Mauritanie. Actuellement, le nombre trop élevé de migrants ayant quitté la Mauritanie menace la santé de l'économie du pays. Ainsi, des hommes d'affaire mauritaniens ont recherché en vain des migrants pour travailler dans les nouvelles unités de transformation de poisson.

VIVRE DANS UNE SOCIÉTÉ DE CLASSES

Kebba a beaucoup travaillé à Nouadhibou. Il était pêcheur, commerçant, ouvrier de chantier. Il raconte qu'il est difficile de travailler en Mauritanie. De nombreux postes sont désormais réservés aux Mauritaniens, pas seulement des pêcheurs, mais également des chauffeurs de taxi ou des maçons, qui sont souvent employés parce qu'ils sont Mauri-



↑ LE CAMP DE DETENTION „GUANTANAMITO“
À NOUADHIBOU, UN LIEU ORPHELIN DE DÉPORTATION



↑ **LE GARDE-CÔTES CONTRÔLE TOUS LES BATEAUX QUI ARRIVENT ET QUI PARTENT ET RECUEILLE DES TAXES.**

européenne et de ses États membres mine cette liberté par l'introduction de contrôles, de règles administratives et de catalogues de délits qui favorisent l'« irrégularisation » et la criminalisation des migrants.

À l'heure actuelle, la xénophobie ouverte parmi les forces de sécurité et dans la population est devenue quotidienne. Elle a été tellement attisée par la lutte contre les migrants de transit que l'organisation des droits de l'homme Association Mauritanienne des Droits de l'Homme (AMDH) met en garde contre une relation envers les immigrants de plus en plus empreinte de racisme. Malgré tout, certains migrants sont devenus des hommes d'affaire prospères, à condition d'avoir des associés mauritaniens et de payer leur tribut. Les commerçants bien situés et établis depuis longtemps sont devenus des chefs de communauté locaux. Ils ont bénéficié des relations nécessaires avec les autorités et ont pu, en cas de besoin, aider leurs compatriotes. Cette aide n'a pas toujours été aussi désintéressée, nous avertit Kebba. C'est justement l'arrivée d'un plus grand nombre de migrants de transit qui a enrichi la ville. Tous ont fait de bonnes affaires avec les mi-

grants de passage et justement, les nouveaux arrivants ont dû s'acheter la solidarité des chefs de leur propre communauté.

ASSISTANCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La seule organisation mauritanienne qui, dans cette situation, s'engage en faveur des droits des migrants, est l'Association des Droits de l'Homme (AMDH). Régulièrement, les avocats de l'association interviennent en cas de conflits avec les autorités ou libèrent des personnes détenues arbitrairement. Maître Niang est convaincu de son travail : « Les autorités ne connaissent pas les droits des migrants. Souvent, il suffit que je vienne et que je parle avec la police ou le juge pour que les migrants soient à nouveau libérés. »

Les migrants ne sont pas non plus habitués à être soutenus par des Mauritaniens. Lorsque j'arrive au rendez-vous des migrants de Guinée-Bissau accompagné par un jeune collaborateur de l'AMDH, je suis accueilli avec curiosité. Le collaborateur, par contre, est observé avec méfiance. Ce n'est qu'au

moment où nous expliquons ce que nous faisons que le doute se lève. Les gens de Guinée qui travaillent avant tout sur les chantiers racontent qu'ils sont volontiers lésés par rapport aux Mauritaniens, même si ces derniers ne connaissent pas du tout ce métier. Ils sont presque tous depuis au moins dix ans dans cette ville. Ils racontent que le climat à l'égard des migrants s'est détérioré. Les descentes et les contrôles sont des actes de harcèlement auxquels il n'est pas toujours possible d'échapper même avec le *bakchich*.

Avec le soutien de l'Union Européenne et de l'Espagne, mais également du HCR, de l'Organisation Internationale pour les Migrations et de l'Organisation Internationale du Travail, la Mauritanie a conçu dès 2006 une politique de migration essentiellement axée sur la surveillance. Les visas et titres de séjour sont devenus obligatoires, celui qui ne les porte pas sur lui lors d'un contrôle risque l'expulsion. Plusieurs quartiers de Nouadhibou habités par des migrants ont été démolis, les habitants ont dû chercher refuge autre part.

Les migrants sont en particulier concernés par la saisie prescrite des données biométriques dont dépend la délivrance du titre de séjour et du permis de travail. Ce fait est également confirmé par Justina. En tant que chef de la communauté nigérienne, elle a voulu donner l'exemple et s'est occupée très tôt des papiers. Pour ce faire, elle a déboursé les 30 000 ouguiyas, soit 80 euros, pour chaque membre de sa famille et s'est rendue trois fois dans la capitale Nouakchott.

« Avant, ils frappaient à la porte pour les contrôles, maintenant, ils l'enfoncent tout de suite. » Nous sommes assis dans la cour de la Mission Catholique, le point d'ancrage pour les chrétiens et d'autres migrants à Nouadhibou. Les descentes répétées inquiètent les migrants. Désormais, ils sont nombreux à ne quitter la maison qu'en cas de nécessité. « Autrefois, nous nous sommes retrouvés régulièrement, affirme Justina, aujourd'hui, le lien social se défait. » Bon nombre sont tétanisés par la peur et évitent la rue. La communauté nigérienne a également beaucoup régressé. La mission du Père Jérôme offre un soutien social à tous les migrants et, au besoin, un traitement médical qui ne pourrait souvent pas être financé. Des aides à la survie dans une ville qui est devenue une impasse pour les migrants. Le Père

était déjà ici en 2006, il s'est occupé des migrants échoués et malades et a enterré au cimetière de la mission bon nombre de migrants retrouvés morts sur la plage. Père Jérôme s'est également engagé en faveur d'une cohésion et d'une coopération plus fortes entre les différentes communautés de migrants, mais la pression du contrôle et l'obstination de certains chefs de communautés ont empêché la solidarité dont il y avait un besoin urgent.

LE SUCCÈS DOUTEUX DE L'EUROPE

En Mauritanie, le talent de négociation de l'Espagne et les fonds européens ont ainsi créé une situation dans laquelle les migrants sont dans une large mesure livrés à eux-mêmes. Ce pays a introduit une politique de contrôle qui met les migrants sous suspicion générale. Cela a été d'autant plus simple à réaliser que seuls quelques Mauritaniens se trouvaient parmi les candidats à l'exil. Le visage criminalisé des migrants de transit est à la fois un visage d'étranger et noir. Le contrôle des migrants favorise le racisme dans une société dont l'identité entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne a toujours été riche en tensions. Même si le transit a été stoppé et que beaucoup de migrants ont quitté Nouadhibou, des programmes de surveillance initiés par l'Europe s'étendent jusqu'au-delà des frontières sud de la Mauritanie.

Bensâad, chercheur dans le domaine des migrations, met en garde que la Mauritanie court aujourd'hui le risque de créer une irrégularité artificielle en se pliant aux souhaits et à la loi européens sur la migration, dans le non-respect des relations migratoires traditionnelles entre la Mauritanie et ses voisins, et de nuire à l'équilibre socio-économique.

En Mauritanie, **medico international** coopère avec l'Association Mauritanienne des Droits de l'Homme (AMDH) dans le cadre de son assistance juridiques et de son soutien des migrants, ainsi qu'avec la Mission Catholique de Nouadhibou dans ses efforts d'amélioration d'accès aux soins de santé des migrants.

SÉNÉGAL:

Immobilité au lieu de développement

ÉMIGRATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, UNE LIAISON INTIME. SEULE UNE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT EUROPÉENNE PERMETTANT LA PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ PEUT RÉDUIRE LES RISQUES DE LA MIGRATION.



taire international et de la Banque mondiale ont entraîné l'appauvrissement de la population. Notamment la génération plus jeune s'est vue sans opportunités, sans perspectives de fonder un foyer ni de construire sa propre maison. Ainsi, en 2006, Saint-Louis est devenue un lieu d'espoir pour les candidats à l'exil non seulement des banlieues et des régions pauvres du Sénégal, mais également des États voisins.

Aujourd'hui, presque plus personne ne songe encore à partir en pirogue pour les îles Canaries. Les faibles captures des artisans pêcheurs sont également une conséquence de la concurrence fortement accrue entre les pêcheurs eux-mêmes. À défaut d'alternatives, de plus en plus de personnes tentent leur chance dans la pêche, même si les recettes sont minimes et rapportent peu d'argent. Dans les pirogues de plus grande taille, pas toujours avec la licence nécessaire, elles tentent leur chance dans les eaux plus riches en poisson de Guinée-Bissau ou de Mauritanie. À la campagne, on se débrouille avec de petits boulots et de petits commerces. La misère économique, qui a également été attribuée à la politique du président désavoué Abdoulaye Wade, est un sujet récurrent. Pour un court instant, la migration vers les Canaries et de là, vers le continent européen, semblait être la solution. Pour beaucoup cependant, ce périple a été « le grand rendez-vous

La ville portuaire de Saint-Louis se situe à l'extrémité Nord du Sénégal, où le pays est frontalier avec la Mauritanie et où le fleuve Sénégal se jette dans l'océan Atlantique. L'année 1659 a vu le débarquement de troupes coloniales françaises, Saint-Louis a longtemps été la capitale coloniale du Soudan français conquis, qui s'étendait jusque dans l'actuel Tchad. Pour quitter le centre, il faut franchir des ponts qui mènent à un long isthme où vivent surtout des pêcheurs. Entre les maisons de plain-pied pour la plupart, des chemins ensablés mènent à la plage. En 2006, les premières pirogues sénégalaises avec des migrants à bord ont pris la mer en direction des îles Canaries, de l'Europe. Le Sénégal était alors marqué par un manque de perspectives oppressant. La dévaluation du franc CFA et les programmes d'adaptation structurelle du Fonds moné-

avec la mort », comme l'exprime le vice-président de l'association des artisans pêcheurs Gaoussou Guèye.

COOPÉRATION CONTRE L'« ÉMIGRATION CLANDESTINE »

En effet, comme Mme Yaye Bayam Diouf nous le fait remarquer, bon nombre de villages de la côte sénégalaise tirent un bilan semblable à Thiaroye-sur-Mer, une petite ville non loin de Dakar. Deux cents jeunes hommes et femmes ont été expulsés des Canaries, 374 mineurs ont été retenus dans un centre de détention sur les îles Canaries, 156 jeunes hommes et femmes ont disparu lors de la traversée vers les îles et ont laissé 88 orphelins sur place. Madame Diouf a non seulement recueilli leurs noms et leurs destins. Elle a créé une association, le Collectif des femmes pour la lutte contre l'émigration clandestine au Sénégal, COFLEC, dès l'achèvement des cérémonies d'enterrement, nous dit-elle. Elle a recueilli autour d'elle bon nombre de survivants de victimes de migration irrégulière pour offrir une perspective aux personnes sinistrées et également pour dissuader d'autres jeunes de prendre la mer en direction des îles Canaries. Pour les femmes et les enfants survivants, l'objectif est surtout de leur permettre de subvenir à leurs besoins. Progressivement, l'association a développé des cours pour les différents artisanats, depuis la transformation du poisson à la teinturerie. Dans ces activités, il est également possible d'intégrer des filles expulsées d'Europe. Actuellement, le COFLEC bénéficie du financement par le Ministère sénégalais de la jeunesse et coopère avec la Banque africaine de développement BAD dans un projet qui vise à dissuader les jeunes de la migration.

Nulle part ailleurs, la traversée pleine d'espoir vers l'Europe et le deuil des cadavres de jeunes hommes tirés de la mer sont aussi liés qu'au Sénégal. Ceci explique peut-être pourquoi les campagnes contre la migration irrégulière ne sont pas seulement assurées par le gouvernement sénégalais et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), mais également par les survivants et des parties de la société civile qui militent contre les traversées en bateau dangereuses en direction des îles Canaries. Pendant quelques années, il existait un large consensus au sein de la société sénégalaise contre les tentatives de migration risquées par voie maritime.

Aujourd'hui, affirme le musicien Awadi, beaucoup de gens voient cette prise de position d'un œil plus critique : la critique ne vise pas les traversées téméraires vers les Canaries, mais la politique européenne de défense contre les réfugiés et les migrants. Entre 2006 et 2009, il y avait néanmoins une large zone d'ombre dans la coopération et collaboration entre les associations, les autorités d'État et les organisations internationales, beaucoup avaient les yeux fixés sur les fonds européens principalement distribués par l'Espagne. Les organisations, semble-t-il, ne visaient pas toutes la création d'alternatives pour les migrants dans leur lutte contre la migration irrégulière, mais cette lutte a également exercé un grand pouvoir d'attraction comme un moyen d'obtenir de nouveaux financements. Comme pour de nombreux acteurs, l'un n'exclut pas l'autre, le crédo d'une lutte contre l'« émigration clandestine » semble parfois plein d'équivoque. Ici, les discours se recourent – d'un côté, il y a ceux qui voient dans l'émigration un échec de la classe politique au Sénégal et qui souhaitent une autre politique, de l'autre, il y a ceux qui s'approprient la lutte européenne contre la migration irrégulière.

L'ESPAGNE DÉFEND L'EUROPE

En 2006, la migration au Sénégal a mobilisé l'attention internationale. La « crise des cayucos », comme les médias espagnols ont appelé l'arrivée en masse de migrants dans des bateaux de pêcheurs sur les îles Canaries, a été la conséquence du cloisonnement des voies de migration autour du Maroc et de la mer Méditerranée. Parmi les quelque 30 000 migrants qui sont parvenus aux îles Canaries en 2006, près de la moitié étaient sénégalais. Cette vague de migrants a déclenché une hystérie dans les médias espagnols. Les tentatives précédentes des Africains à l'automne 2005 de prendre d'assaut les clôtures frontalières des enclaves Ceuta et Melilla avaient fait l'objet d'un vif débat politique en Espagne. Les réactions face à la nouvelle émigration par les îles Canaries ont fait pression sur le gouvernement espagnol.

Il n'est donc pas étonnant que ça n'a pas été l'ancienne puissance coloniale française qui a pris la tête de la lutte contre la migration irrégulière vers l'Europe au Sénégal, mais le Royaume d'Espagne. Avec le Sénégal, l'Espagne entretient une relation diplomatique et économique étroite depuis l'indé-

SÉNÉGAL

Le Sénégal est situé sur la côte atlantique de l'Afrique de l'ouest. Le pays avec une superficie de presque 200.000 km² est délimité au nord par la rivière Sénégal. La plupart de la population travaille dans l'agriculture et la pêche.

Population: En 2009 environ 12,5 millions d'habitants étaient enregistrés au Sénégal avec une croissance annuelle de 2 %. Le Sénégal est marqué par une forte exode rural et urbanisation.

Emigration: En 2011 quelques 636.200 citoyens sénégalais vivaient à l'étranger.

Immigration: En 2013 les plus grandes communautés de migrants venaient de la Mauritanie (40.955), de la Guinée (39.594), du Mali (26.103), de la Guinée Bissau (22.670), de Sierra Leone (11.453) et de la France (10.652).

Remises: En 2012 1.367 millions de dollars ont été transférés au Sénégal dont 290 millions de dollars provenant de la France, 247 millions d'Italie et 246 millions de la Gambie.

PIB: 14,151 milliards de dollars. L'extraction de phosphate, la production de fertilisant et la pêche sont les revenus d'exportation les plus importants de l'Etat.

Index de Développement Humain IDH: En 2012 le Sénégal était à la 154^{ème} place de l'IDH.

Gouvernement: Le président Macky Sall a pris en 2012 la place de son prédécesseur de longue date, Abdoulaye Wade. La première ministre est Aminata Touré.

pendance. Lorsqu'en 2006, les traversées de centaines de migrants sénégalais et d'Afrique occidentale en direction des îles Canaries avaient lieu presque quotidiennement, l'Espagne a mis à profit ses bonnes relations avec le président sénégalais Abdoulaye Wade. Elle a entamé une coopération étroite avec le gouvernement sénégalais qui non seulement incluait la défense commune contre les migrants en mer et sur les côtes, mais également une composante puissante en matière de développement. La réadmission des migrants sénégalais expulsés d'Espagne a été négociée au cas par cas et le Sénégal s'est plus d'une fois fait grassement rémunérer son accord pour l'expulsion des propres ressortissants.

L'Espagne, notamment au Sénégal, a poursuivi une double stratégie : elle a obtenu la coopération

étroite du gouvernement sénégalais en matière de lutte contre les migrants qui tentaient de parvenir aux îles Canaries en bateau. Les forces de sécurité espagnoles et sénégalaises ont œuvré communément dans les eaux côtières sénégalaises pour intercepter les bateaux et les forcer à retourner sur le continent. Le gouvernement du Sénégal avait déjà adopté une loi en 2005 qui criminalisait l'« émigration illégale ». Non seulement les trafiquants, mais aussi les migrants qui avaient fait appel à leurs services, ont encouru le risque d'être condamnés à une amende ou à une peine de prison. Dans cette affaire, l'Espagne bénéficiait du soutien de l'Union européenne. Ce n'est qu'à la fin de l'année 2006 que Frontex est également intervenue dans la défense contre la migration au large des côtes de l'Afrique occidentale dans le cadre des opérations appelées « Hera ». Le Sénégal est d'ailleurs un État partenaire dans le projet Seahorse coordonné par la guardia civil espagnole qui prévoit la surveillance efficace par radar, satellites et centres de surveillance sur les côtes de la zone maritime ouest-atlantique entre le continent africain, le Cap Vert et les îles Canaries. Le projet Seahorse est également étendu à la mer Méditerranée sous le commandement de l'Espagne et considéré comme un précurseur du système de surveillance des frontières Eurosur qui assurera la surveillance de l'ensemble de la zone frontalière de l'Union européenne. L'Espagne n'a pas acquis la collaboration du gouvernement sénégalais seulement par des livraisons d'équipements pour la gendarmerie et les gardes-côtes sénégalais, mais surtout par des aides au développement qui ont été canalisées pour servir à la défense contre les migrants. Lorsqu'on a annoncé le 19 mai 2006 l'arrivée de Frontex au Sénégal, le cabinet espagnol de Zapatero a voté le Plan África, dont les directives de développement s'orientent fortement à la lutte contre les causes de la migration que l'on distingue surtout dans la pauvreté de la population.

TRADITIONS DE LA MIGRATION

Depuis les années 1990, c'est avant tout le manque de perspectives et de possibilités de revenus qui incitent les migrants à se frayer un chemin vers l'Europe. Malgré cela, la migration hors du Sénégal n'est pas toujours et exclusivement de la migration de pauvreté, mais une pratique quotidienne de longue tradition. Le pays s'insère dans différents mouvements migratoires vers le Maghreb et la



↑ **QUELQUES-UNS ONT DISPARUS À JAMAIS. D'AUTRES ONT ÉTÉ REFOULÉ ET ONT COLLECTIONNÉ DE L'ARGENT POUR UN NOUVEAU BATEAU. ILS PÊCHENT DE NOUVEAU À KAYAR.**

région d'Afrique occidentale : de nombreux commerçants et ouvriers sénégalais forment des communautés dans les villes nord-africaines ou centrafricaines. Depuis les années 1990, le Sénégal connaît une hausse de l'exode rural. Le manque de possibilités de revenus dans l'agriculture entraîne le départ notamment des jeunes, une croissance de la population précarisée dans les villes côtières et en même temps une dépendance croissante du Sénégal des importations de denrées alimentaires. Parallèlement, le Sénégal est la destination pour les migrants des pays voisins, la Guinée, la Gambie, le Mali ou le Burkina Faso ainsi que pour les réfugiés de diverses zones africaines en crise. Face à cette mobilité régionale, seule une petite partie des migrants sénégalais se trouve en outre-mer, dans les pays arabes du Golfe ou en Europe. En Europe, le Sénégal est surtout lié à l'ancienne puissance coloniale française par une longue histoire de migration. Beaucoup de marins sénégalais étaient déjà venus très tôt en

France, les Sénégalais ont fourni de gros contingents aux côtés de l'armée française et se sont également battus pour la France dans le sud-est asiatique. Depuis les années 1950, de nombreux Sénégalais ont travaillé dans les usines françaises. Ce n'est que dans les années 1970 que la France a limité l'accès au territoire, a introduit des visas et des conditions de séjour plus strictes. Depuis ces années, l'immigration s'est alors surtout effectuée par le biais du regroupement familial et l'entrée irrégulière. C'est pourquoi, depuis les années 1980 et 1990, les migrants sénégalais sont de plus en plus nombreux à se rendre en Espagne et en Italie. En 2005, soit avant les traversées vers les îles Canaries, près de 20 000 Sénégalais vivaient encore en Espagne avec un titre de séjour légal. Au Sénégal, personne ou presque ne peut comprendre pourquoi les États européens se barricadent de plus en plus contre les migrants et pourquoi la migration vers l'Europe est désormais considérée comme illégale.



↑ DES PÊCHEURS RACONTENT À MARIAME SOW DU TEMPS QUAND LEURS FILS ONT UTILISÉ LES PIROGUES POUR TRANSPORTER DES GENS VERS L'ESPAGNE.

DÉVELOPPEMENT ET ÉMIGRATION

40

Notamment les migrants en Europe, en Amérique du Nord et du Sud, soutiennent leurs familles au Sénégal par des envois de fonds. Ils construisent des maisons, financent la scolarisation, les frais d'accès aux soins de santé et investissent dans des affaires. Entre 2000 et 2006, selon les calculs de la Banque mondiale, les envois de fonds au Sénégal sont passés de 233 à 633 millions de dollars US. Les fonds et les investissements des migrants constituent une source financière importante et nécessaire au développement économique du Sénégal. Du fait que ce développement, dans la plupart des cas, profite seulement aux familles et aux proches des migrants et non à l'ensemble de la population,

les différences de niveau de vie résultant de la migration font que l'émigration reste une alternative attrayante aux possibilités de revenus manquantes dans un grand nombre de régions du Sénégal. Les possibilités de migration légales vers l'Europe à proximité ayant néanmoins été supprimées pour la plupart, les candidats à l'exil optent désormais également, à côté des routes irrégulières, pour des destinations alternatives comme les pays arables du Golfe ou l'Argentine.

Déjà avant l'exode vers les îles Canaries, l'Espagne collaborait étroitement avec le Sénégal qui a le statut d'un partenaire privilégié dans la politique de développement espagnole. En 2003, l'Espagne a ouvert un bureau de collaboration au développement technique à Dakar. C'était la base d'une collaboration de développement des deux États qui, par son orientation vers la prévention de la migration, visait l'anticipation du Plan África espagnol. C'est ainsi

qu'au printemps 2006 a été convenu le plan REVA (Plan de retour vers l'agriculture). Le projet dirigé par le gouvernement sénégalais prévoyait la mise en place entre 2005 et 2008 de 550 fermes à gestion moderne qui créeraient 300 000 emplois dans l'agriculture, la commercialisation et le transport de la production, ainsi que bon nombre d'autres emplois liés au projet. L'Espagne a versé 10 millions d'euros dans ce plan REVA, un autre projet modèle à Djilakh a bénéficié d'un financement de l'ordre de 530 000 euros. Objectif ambitieux du projet réalisé avec la participation d'organisations de développement espagnoles : le développement de l'agriculture sénégalaise devait recevoir une impulsion décisive et raviver à la fois l'autosuffisance du pays par des denrées alimentaires et l'exportation de denrées. L'exode rural devait être stoppé par l'offre aux jeunes gens d'une rémunération attrayante à la campagne et le projet visait également de stopper l'émigration vers l'Europe par l'offre d'alternatives nationales. Enfin, les rapatriés et les expulsés d'Espagne devaient être impliqués dans la production agricole et ainsi, obtenir une chance de réinsertion. La coïncidence temporelle entre la mise à disposition par l'Espagne des 10 millions d'euros pour le projet et la disposition du président sénégalais Wade à la réadmission des personnes expulsées d'Espagne à l'été 2006 suggère que l'Espagne s'est achetée l'accord aux expulsions vers le Sénégal par des aides au développement.

Un prix fort pour des promesses en l'air ? Une enquête réalisée par l'Universidad Autonoma de Madrid a permis de constater que jusqu'en 2008, le seul volet du plan REVA mis en œuvre a été le projet modèle de Djilakh. Sur les autres sites ciblés, seuls des panneaux indiquaient la mise en place prévue de fermes. Le projet à Djilakh a également présenté de nombreux déficits. Les chercheurs madrilènes jugent ainsi que les objectifs hautement ambitieux n'ont pas été atteints. La tentative de gagner la jeunesse sénégalaise pour l'agriculture avait déjà été un échec dans le cadre du projet modèle, entre autres, en raison d'une mauvaise gestion, d'un contrôle centralisé et d'une implication insuffisante de la population locale, des maigres possibilités de revenus, des pertes de récoltes et d'un penchant unilatéral pour les produits d'exportation. L'intégration des expulsés dans le projet n'a pas été menée à bien.

LE DROIT DE RESTER, LE DROIT DE PARTIR

La coopération entre l'Espagne et le Sénégal est un exemple de l'échec d'une politique qui vise à corréliser la migration au développement. La collaboration à l'échelle gouvernementale est une des principales raisons de cet échec. Les gouvernements espagnol et sénégalais sont liés par une collaboration étroite au sein de laquelle les migrants et les candidats à l'émigration sont rabaissés au rang d'objet. Cette pratique a du succès pour la surveillance et le contrôle, mais ne fonctionne pas pour le développement. Les intérêts espagnols et sénégalais en matière de contrôle de la population et de mobilité ont seulement abouti dans le domaine de la répression et ont échoué dans la création d'alternatives. Même si l'équation simple « Lutte contre la pauvreté comme lutte contre les causes de la migration = moins de migration » est à considérer avec le scepticisme qui s'impose, une politique de développement axée sur la création d'emplois pourrait offrir aux migrants la possibilité de percevoir les alternatives. L'exemple du Sénégal montre qu'une politique de développement vouée à la lutte contre la migration n'a pas de succès. Et, surtout dans le domaine de la pêche, on observe à quel point la raison d'être de cette politique est déjà douteuse. Au large des côtes du Sénégal, bon nombre de bateaux espagnols pêchent sous juridiction sénégalaise et ne transforment pas leur pêche au Sénégal, mais en Espagne. Les hommes d'affaires espagnols et sénégalais font cause commune et contournent les prescriptions existantes. Ce processus qui entraîne la perte de milliers d'emplois dans l'industrie sénégalaise de transformation du poisson est par surcroît subventionné par l'UE. Les conséquences négatives d'une telle politique ne peuvent être compensées par des projets de développement douteux.

Sans renoncer à la revendication de davantage de liberté de circulation, la revendication d'un droit de rester demeure : le droit à une rémunération digne. Sinon, de la liberté de circulation, il ne reste plus que la migration forcée.

PUBLIÉ PAR:

Brot für die Welt – Service protestant pour le Développement, medico international, Fondation PRO ASYL

Mars 2013

CONTRIBUTIONS:

Textes brochure: Stephan Dünwald

Turquie: Franck Düvell, Judith Kopp, Karl Kopp, Alex Stathopoulos

Moldavie: Sophia Wirsching, Stephan Dünwald

Tunisie: Judith Kopp, Stephan Dünwald

Mauritanie: Stephan Dünwald

Sénégal: Anna Krämer, Elsa Benhöfer, Mariame Sow

RÉDACTION:

Stephan Dünwald, Martin Glasenapp, Judith Kopp, Karl Kopp, Francisco Marí, Sophia Wirsching

MISE EN PAGE:

Matthias Weinzierl, Munich

TRADUCTION:

Bettina von Arps-Aubert GmbH

Nous remercions nos organisations partenaires locales et réseaux trans-nationaux qui oeuvrent sur place pour les droits des Migrants et des réfugiés. En particulier : Association Mauritanienne des Droits de l'Homme – AMDH (Nouakchott), Mission Catholique Nouadhibou (Nouadhibou), Mülteci-Der (Izmir), Helsinki Citizens' Assembly (Istanbul), Watch the Med, Boats4 People, Beginning of Life (Chisinau)

SOURCES ICONOGRAPHIQUES:

Cover photo: © Giorgos Moutafis, Athens

p. 16: © Helsinki Citizens' Assembly

p. 21: © Brot für die Welt

p. 33, 34: © Stephan Dünwald

p. 39, 40: © Brot für die Welt

Numéro d'article : 129 5 0161 0

FAIRE UN DON:

Brot für die Welt

Evangelischer Entwicklungsdienst,
Evangelisches Werk für Diakonie und Entwicklung e.V.
Caroline-Michaelis-Straße 1, 10115 Berlin
Telefon: +49 (0)30 65211 0
Fax : +49 30 65211 3333
Mail : info@brot-fuer-die-welt.de
<http://www.brot-fuer-die-welt.de/home.html>

COMPTE CORRESPONDANT:

Numéro de Compte : 500 500 500
Titulaire du compte: Bank für Kirche und Diakonie
BLZ : 1006 1006
IBAN: DE10100610060500500500
BIC: GENODED1KDB

medico international e.V.

Burgstraße 106, 60389 Francfort/Main, Allemagne
Téléphone : +49 (0)69 / 944 38-37/ -0
Fax : +49 (0)69 / 43 60 02
Email : info@medico.de
www.medico.de

COMPTE CORRESPONDANT:

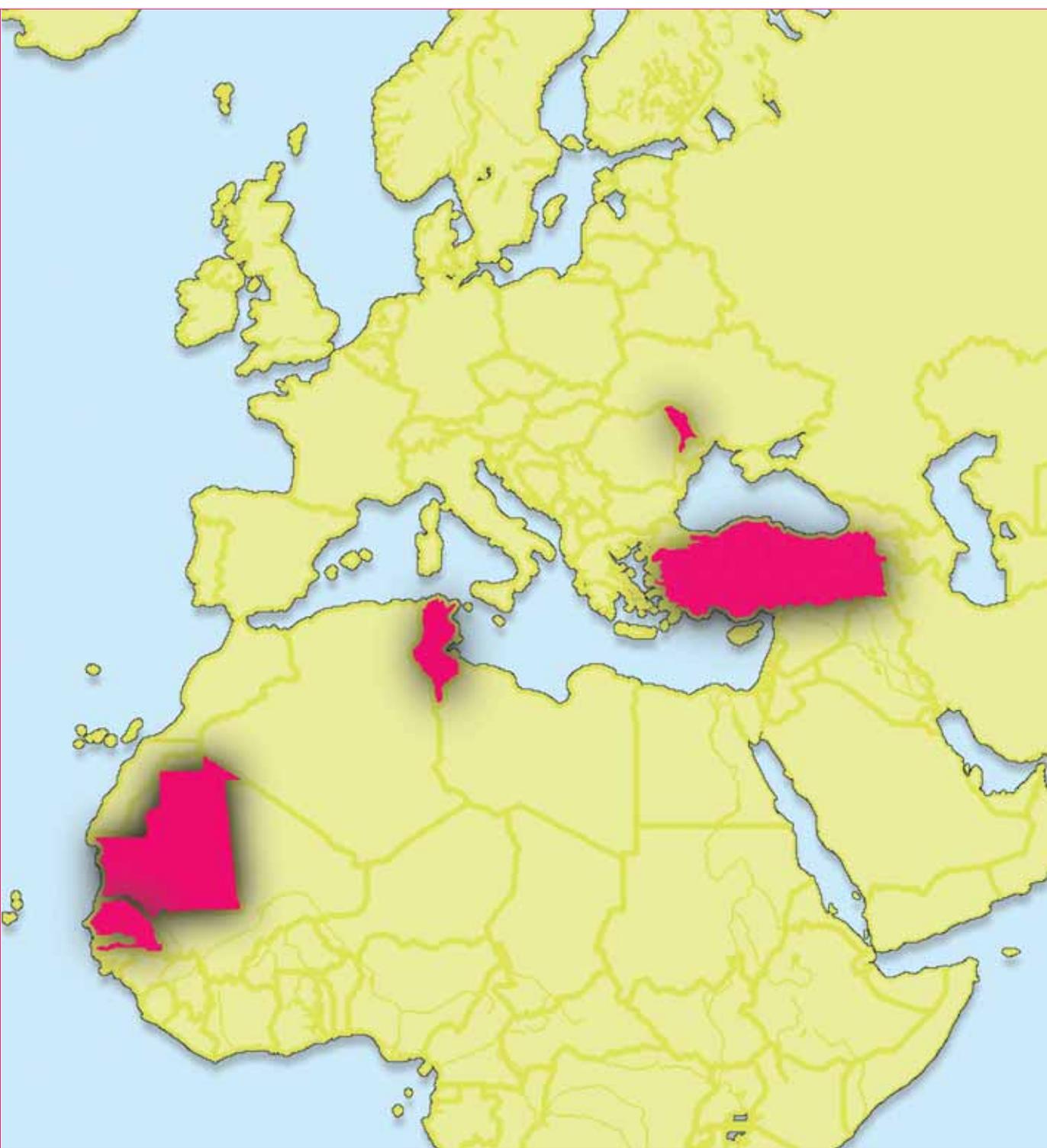
Numéro de Compte: 1800
Titulaire du compte: Frankfurter Sparkasse
BLZ 500 502 01
IBAN: DE21 5005 0201 0000 0018 00
BIC: HELADEF1822

Fondation PRO ASYL e.V.

Postfach 160624, D-60069 Frankfurt/Main
Téléphone: +49 (0)69 / 23 06 88
Fax: +49 (0)69 / 23 06 50
Email: proasyl@proasyl.de
www.proasyl.de

COMPTE CORRESPONDANT:

Numéro de Compte: 8047300
Titulaire du compte: Bank für Sozialwirtschaft Köln
BLZ 370 205 00
IBAN: DE62 3702 0500 0008 0473 00 | BIC:
BFSWDE33XXX





„LE PASSEPORT EST LA PARTIE LA PLUS PRÉCIEUSE D'UN ÊTRE HUMAIN”
(BERTOLT BRECHT)

le passeport nettoyé à la plage de Lesbos.